

sur cyberpresse.ca

▶ À SURVEILLER
Quelles sont les actions à suivre cette semaine?
Consultez lapresseaffaires.cyberpresse.ca/bourse

▶ PORTEFEUILLE
Créez et gérez votre portefeuille de placements en ligne
sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/portfeuille

LA PRESSE AFFAIRES



PRISE DE PROFITS
LES BOURSES REPARTENT EN BAISSÉ PAGE 13

GROS NUAGES
PERTES DE 4,7 MILLIARDS US EN VUE POUR LES TRANSPORTEURS AÉRIENS PAGE 5

<p>↓ S&P TSX 8849,39 -109,12 (-1,22%)</p>	<p>↓ S&P 500 806,25 -16,67 (-2,03%)</p>	<p>↓ DOW JONES 7659,97 -115,89 (-1,49%)</p>	<p>↑ PÉTROLE 53,98 \$US +0,18 \$US (+0,34%)</p>	<p>↓ DOLLAR 81,18 ¢US -0,62 ¢US</p>
--------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------

CAISSE DE DÉPÔT

Un ex-dirigeant déplore le silence sur les PCAA

MARTIN VALLIÈRES

Un autre membre récent du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement relance la polémique entourant l'organisme. Yvan Allaire déplore que les hauts dirigeants de la Caisse aient omis d'informer le conseil sur l'ampleur

l'époque. Aussi, la Caisse détenait à elle seule le tiers d'un marché canadien d'environ 35 milliards de ces PCAA qu'une seule agence de notation financière, la firme DBRS de Toronto, acceptait de coter.

D'autres agences reconnues comme Moody's et Standard & Poor's s'en étaient abstenues depuis des années auparavant, jugeant ces PCAA hors normes.

« Si on nous avait dit au conseil de la Caisse: est-ce qu'on doit investir autant dans un produit comme ça? c'est sûr que nous aurions posé beaucoup de questions », a indiqué Yvan Allaire, membre du conseil de la Caisse pendant quatre ans, jusqu'au début de mars.

« En fait, nous n'avons jamais discuté de ces papiers commerciaux ni conseil ni à son comité de gestion de risque. C'est après la crise (en août 2007) que les questions ont fusé au conseil, avec un resserrement de la gestion de risque. »

▶ Voir PCAA en page 4

« Si on nous avait dit au conseil de la Caisse: est-ce qu'on doit investir autant dans un produit comme ça? c'est sûr que nous aurions posé beaucoup de questions. »

des placements en papiers commerciaux (PCAA) avant la crise de ce marché, en août 2007.

Or, il s'est avéré par la suite que la Caisse a acheté pour 12,7 milliards de dollars de ces PCAA non bancaires, ce qui représentait presque 10% de son actif net à

CRISE ÉCONOMIQUE LES FAILLITES SE MULTIPLIENT

Récession oblige, les faillites augmentent au pays. Les Québécois s'en tirent mieux cependant, en raison notamment de l'immobilier qui a été moins touché par la crise financière dans la Belle Province. En ces temps difficiles, les syndicats sont plus occupés ue jamais.

NOTRE DOSSIER EN PAGES 2 ET 3

Des écueils guettent le marché du travail

RUDY LE COURS

Depuis l'automne, le marché du travail canadien se détériore presque aussi vite que l'américain, mais cette faiblesse cache d'énormes disparités régionales.

Des deux côtés de la frontière, l'économie a détruit des emplois à un rythme annualisé de 5% environ de novembre à février, fait observer Douglas Porter dans une analyse récente portant sur les faiblesses canadiennes: « Le taux d'emploi (la proportion de la population active qui détient un emploi) diminue aussi vite qu'aux États-Unis, mais avec un décalage de six mois. »

Cela dit, même s'il y a un décalage de six mois dans l'évolution des marchés du travail canadien et américain, l'écart reste important.

Officiellement, le taux de chômage s'élevait à 8,1% aux États-Unis, comparativement à 7,7% au Canada le mois dernier.

Si on adopte la méthodologie américaine qui compte la population active à partir de 16 ans au lieu de 15, le taux de chômage canadien recule à 6,7%.

Ce qu'il faut surtout retenir, fait remarquer Vincent Ferrao, analyste à Statistique Canada, c'est qu'il a augmenté de neuf dixièmes, des deux côtés de la frontière de décembre à février.

De l'avis de M. Porter, trois bombes à retardement font tictac et seront difficiles à désamorcer: la crise de l'automobile dont le poids relatif dans l'économie est plus élevé au Canada qu'aux États-Unis, la forte dépendance de l'économie canadienne sur les exportations des produits de base et le boom de la construction résidentielle qui a duré trop longtemps, dans l'Ouest du moins.

Le décalage au moins partiel paraît d'autant plus vraisemblable que les stocks des manufacturiers et des grossistes s'empilent. « Au-delà du premier trimestre, il y aura des comportements d'ajustement substantiel chez les producteurs pour ramener les stocks à des niveaux plus compatibles avec l'évolution de la demande », prévient Beata Caranci, directrice des prévisions économiques chez Banque TD Groupe financier.

Elle donne l'exemple des ventes d'autos qui ont plongé de 46% en janvier poussant le niveau des stocks de 37%. La production avait pourtant été réduite de moitié au cours des trois mois précédents.

▶ Voir TRAVAIL en page 11

Bellus Santé au pied du mur

L'ancienne Neurochem face à une crise de liquidités

PHILIPPE MERCURE

Bellus Santé, l'ancienne Neurochem dirigée par le docteur Francesco Bellini, est en mode survie. Après avoir été rayée du NASDAQ et avoir dû remercié près de la moitié de ses employés, l'entreprise a essuyé un autre coup dur hier en échappant un important financement de 20 millions de dollars.

Bellus Santé a échoué à respecter les conditions d'un engagement qui aurait permis à deux sociétés d'investir ensemble 20 millions dans l'entreprise. Bellus affirme continuer les discussions avec les deux sociétés en question, FMRC Family Trust et Victoria Squares Ventures, mais a admis que « rien

ne garantit qu'une opération ira de l'avant ». L'entreprise dit maintenant examiner « toutes les solutions de rechange qui s'offrent à elles. »

Le titre a plongé de 4 cents, ou 15,4%, hier, pour clôturer à 22 cents.

L'entreprise a été avare de commentaires, hier, mais il est clair qu'il est minuit moins une pour Bellus Santé. L'entreprise a accumulé un déficit de 366,5 millions de dollars en 2008 et affirmait dans un communiqué daté du 26 février dernier qu'elle « devra trouver des capitaux supplémentaires afin de pouvoir poursuivre ses activités au-delà du premier trimestre 2009 ».

▶ Voir BELLUS en page 4



IL EST DE RETOUR

Nouvelles et statistiques des circuits américain et européen de la PGA, de la LPGA, des Champions et de l'AGP du Québec

LE MAGAZINE DES GOLFEURS D'ICI

LES CONSEILS DE MARIE-JOSÉE ROULEAU et JÉRÔME BLAIS

À TOUS LES ABONNÉS
Obtenez 10% de rabais
cyberpresse.ca/privileges
CLUB PRIVILÈGES

EN KIOSQUE DÈS MAINTENANT



REVUE GOLF INTERNATIONAL

LES ÉDITIONS GESCA

150
POUR S'ABONNER EN LIGNE
editionsgesca.ca
cliquez sur publications - AGP

RÉCESSION FAILLITES EN HAUSSE

LES PARTICULIERS ENCAISSENT LES COUPS

Au Canada, ce sont les consommateurs québécois qui s'en sortent le mieux

PHILIPPE MERCURE

Crise économique oblige, les faillites sont en hausse au pays. Et si les consommateurs québécois s'en tirent mieux que les autres Canadiens, les entreprises de chez nous, elles, présentent un mauvais bilan. Fait surprenant, les faillites d'entreprises sont en effet en hausse au Québec... alors qu'elles diminuent dans le reste du Canada.

Le nombre de faillites a bondi de 19 % en janvier au Canada par rapport à la même période l'an dernier. S'il ne s'agit clairement pas d'une bonne nouvelle, le chiffre fait tout de même moins peur que la dégradation de 47 % observée entre décembre 2008 et décembre 2007.

« Ça nous rassure un peu », dit Hélène Bégin, économiste au Mouvement Desjardins.

mobilières Banque Laurentienne, qui pointe le niveau record d'endettement des ménages canadiens (le ratio dette/revenu atteignait 136 % à la fin 2008) pour expliquer la situation.

L'économiste note que les «trois piliers qui contribuent à la croissance des revenus et à la richesse des ménages sont tous tombés au combat»: la Bourse, l'immobilier et l'emploi. Frappés de trois côtés à la fois, bien des Canadiens n'arrivent plus à payer leurs comptes.

Mais la situation varie beaucoup de province en province. La hausse des faillites personnelles a été spectaculaire dans l'Ouest en janvier (60,7 % en Alberta et 51,6 % en Colombie-Britannique) alors qu'elle a atteint 24,5 % en Ontario et «seulement» 11,7 % au Québec.

Pour Hélène Bégin, économiste

recours. Les conséquences d'une faillite personnelle peuvent hanter longtemps un individu, a soutenu l'Association, qui rappelle que des solutions comme vendre des biens et consolider ses dettes devraient être considérées avant la faillite.

Le mystère des entreprises

Si les explications semblent logiques pour les faillites des consommateurs, les chiffres sont plus surprenants du côté des entreprises. Alors que l'Ontario nage en pleine crise automobile, les faillites d'entreprises y sont en baisse de 24,5 %. Et le Québec, dont l'économie s'en tire supposément mieux, est la seule province avec l'Alberta où les faillites sont plus nombreuses que l'an dernier (hausse de 8,9 % au Québec et de 18,2 % en Alberta).

Dans l'ensemble du pays, en pleine crise économique, le nombre de faillites des entreprises a dégringolé de 14,7 %.

Notons que ces statistiques, loin de représenter une anomalie mensuelle, confirment les tendances observées sur l'ensemble de l'année 2008.

Que se passe-t-il? Bien des économistes rejoins hier par *La Presse Affaires* avouaient se gratter la tête.

Le premier élément de réponse semble venir du fait qu'il y a toujours un décalage entre la dégradation des conditions économiques et la faillite des entreprises. Prenons l'exemple d'une entreprise ontarienne du domaine de l'automobile. Si les temps sont durs, elle a probablement déjà remercié des travailleurs. Certains de ceux-là, faute d'emploi, ont dû déclarer faillite et sont venus gonfler les statistiques des faillites personnelles. Mais il est fort possible que l'entreprise elle-même, même si elle a vu ses profits fondre, n'ait pas encore déposé son bilan.

«Ma prédiction, c'est que le reste du Canada va rattraper le Québec», dit d'ailleurs Marc Pinsonneault, économiste principal à la Financière Banque Nationale.

M. Pinsonneault note aussi que les faillites ont atteint un creux en 2005 au Québec, et qu'elles remontent graduellement depuis 2006, alors que la tendance inverse s'observe au Canada. Les statistiques dévoilées hier pourraient donc représenter un portrait d'avant la crise appelé à changer radicalement dans le futur.

— Avec *La Presse Canadienne*



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

L'un des «piliers» de la richesse, l'immobilier, a été beaucoup moins ébranlé au Québec qu'ailleurs au Canada.

Les particuliers

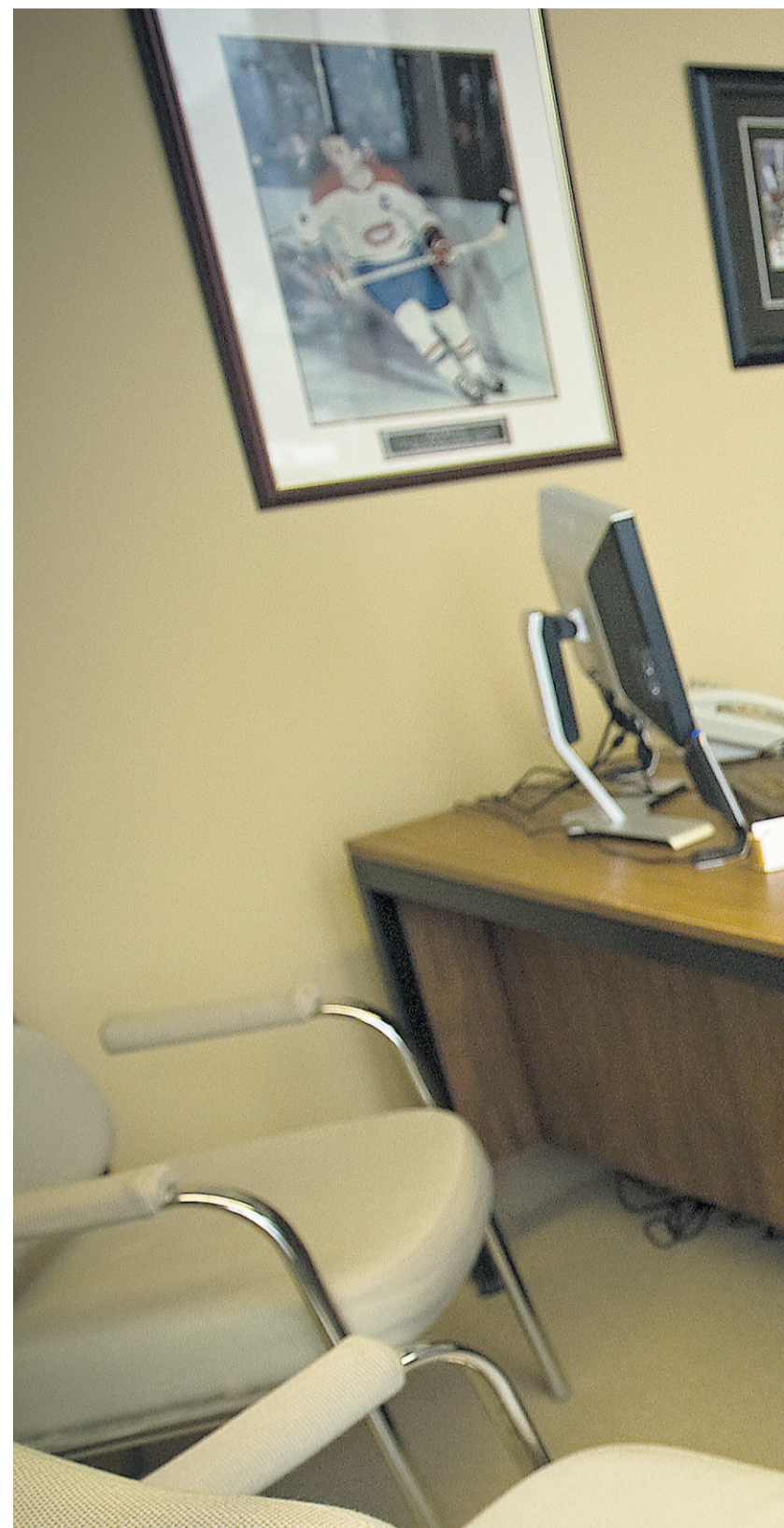
Un coup d'œil aux statistiques montre que ce sont les particuliers qui encaissent pour l'instant les contrecoups de la crise économique. Le nombre de consommateurs qui ont abdiqué devant l'ampleur de leurs dettes a bondi de 21,7 % entre janvier 2009 et janvier 2008. Pendant la même période, le bilan des entreprises, lui, s'améliorait de 14,7 %.

«Les faillites des particuliers arrivent plus tôt que lors des autres récessions», note Sébastien Lavoie, économiste chez Valeurs

au Mouvement Desjardins, c'est justement parce que l'un des «piliers» de la richesse, l'immobilier, a été beaucoup moins ébranlé au Québec qu'ailleurs au Canada.

«Par rapport au sommet, on parle d'une baisse du prix des maisons de 0,7 % au Québec, contre 21 % en Colombie-Britannique et 12 % en Ontario», note-t-elle.

Hier, l'Association des consommateurs du Canada a rappelé que la faillite ne devait être vue que comme une solution de dernier



BEAU TEMPS

Frédéric Lachance est plus

HUGO FONTAINE

Des cadres de Jean Béliveau, Sidney Crosby et Terry Bradshaw ornent les murs du bureau de Frédéric Lachance, dans une tour à bureaux montréalaise. Mais quand les gens entrent dans son bureau, c'est pour discuter de choses autrement moins divertissantes que le sport. C'est que leur situation financière est critique. Et qu'ils ont besoin d'aide pour s'en sortir.

Frédéric Lachance est syndic de faillite chez Appel & Cie. Ce n'est peut-être pas de bon ton de le dire comme ça, mais il a enregistré en février son meilleur mois depuis qu'il pratique le métier, en 1992.

«C'est le mois le plus achalandé que j'ai connu, préfère-

«Parfois, une famille de quatre peut manger pour 30 \$ par semaine afin de payer les créanciers», explique Frédéric Lachance

t-il dire. Par les temps qui courent, je trouve à peine le temps d'aller dîner.»

M. Lachance reçoit *La Presse Affaires* dans son bureau pour discuter de ce métier qui va bien quand tout va mal, et qui fonctionne au ralenti quand l'économie est bien portante.

«Si on recule deux ans en arrière, disons que notre marché n'était pas en croissance», dit M. Lachance, qui se concentre sur les faillites personnelles et les faillites de PME.

Mais dans les derniers mois, la situation financière de plus d'entreprises et de particuliers québécois s'est détériorée au point d'atteindre la faillite (voir autre texte).

«Pendant quatre ou cinq ans, nous n'avions pas vraiment de dossiers de maisons. On a recommencé à en avoir dans les derniers mois», note d'ailleurs M. Lachance.

Le syndic s'attend à d'autres années très occupées, avec une récession dont les effets s'étendront bien après sa fin.

Jamais facile

Les pertes d'emplois et les réductions de travail ont acculé certaines personnes au pied du mur. «Une diminution de 25 % du salaire, ça peut faire très mal dans un budget», dit M. Lachance.

Dans d'autres cas, les consommateurs qui consultent le syndic sont pris à la gorge par un crédit surutilisé. Et, plus souvent qu'on peut le penser, des problèmes de jeu poussent les gens vers le surendettement... et vers le syndic.

Si les affaires vont bien sur le plan professionnel, M. Lachance ne se réjouit pas de la situation personnelle des gens qui le consultent.

«Ceux qui sont en difficulté financière ont parfois de gros problèmes qui mènent à la dépression ou à d'autres problèmes de santé, rappelle-t-il. Des hôpitaux m'envoient parfois des gens.»

Criblés de dettes, parfois harcelés par les agences de recouvrement, les gens aux

prises avec trop de créances pour leurs moyens ne l'ont pas facile. «Parfois, une famille de quatre peut manger pour 30 \$ par semaine afin de payer les créanciers.»

Les problèmes financiers et la faillite sont des sujets moins tabou qu'ils l'ont déjà été, soutient M. Lachance. «Les gens commencent à savoir qu'il existe des ressources.»

Mais pour plusieurs, demander de l'aide n'est toujours pas une décision facile. «Certains attendent parfois trois ans avant de venir nous voir», indique le syndic.

Ils sont craintifs, s'imaginant parfois que la visite chez le syndic signifiera nécessairement la perte de leurs biens. «Il y en a qui ont déménagé leurs meubles, voire leurs ustensiles, avant de venir me voir», dit-il.

«Les gens sont très nerveux quand ils entrent dans mon bureau, raconte M. Lachance. Je fais un peu le psychologue. Parfois, ils pleurent. C'est une épreuve pour eux.»

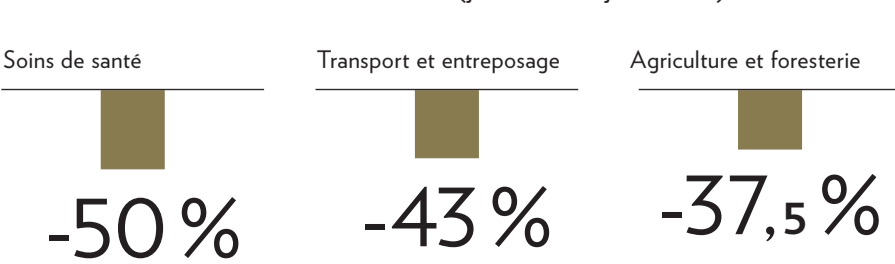
LES SECTEURS LES PLUS TOUCHÉS

Hausse du nombre de faillites au Canada (jan. 2008 à jan. 2009)



LES SECTEURS QUI RÉSISTENT LE MIEUX

Baisse du nombre de faillites au Canada (jan. 2008 à jan. 2009)



RÉCESSION FAILLITES EN HAUSSE



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE
Frédéric Lachance, syndic de
faillite chez Appel & Cie.

LE SYNDIC EN TROIS QUESTIONS

HUGO FONTAINE

Q Qu'est-ce qu'un syndic de faillite?

R Le syndic est un professionnel dont le premier objectif est d'aider à régler et régulariser la situation financière d'un particulier ou d'un commerçant. Il est le seul habilité par la Loi sur la faillite et l'insolvabilité à pouvoir entamer certaines procédures légales comme la proposition aux créanciers ou la faillite. Il est un officier de justice qui a la charge d'administrer de jour en jour l'actif d'un débiteur en faillite et d'en maximiser le produit pour les créanciers. Si on confond souvent son métier avec celui d'un huissier, Frédéric Lachance, d'Appel & Cie, souligne que le syndic est plus souvent un consultant qu'un exécutant.

Q Pour qui travaille le syndic?

R Au départ, le syndic conseille le débiteur. Puis, il devient le lien entre le créancier et le débiteur et travaillera pour les deux parties. « On s'assure que le créancier n'ambitionne pas et que le débiteur ne fraude pas le créancier », explique Frédéric Lachance. Le débiteur n'est toutefois pas le client du syndic. En fait, le « client » du syndic est l'actif du failli. Le syndic doit en arriver à un juste équilibre entre les intérêts du débiteur et des créanciers.

Q Que fait le syndic?

R « Le syndic aide le débiteur à pouvoir continuer », dit Frédéric Lachance. Cela peut se faire sans qu'il y ait nécessairement faillite, par exemple via une consolidation de dettes ou une proposition aux créanciers. S'il y a faillite, le syndic gère le processus et s'assure de faire le suivi avec le débiteur. Dès que le syndic accepte un mandat, il est tenu légalement de compléter l'administration de l'actif selon les termes de la Loi. Il ne peut pas mettre fin à ses services.

Sources: Association canadienne des professionnels de la réorganisation et de l'insolvabilité, Association québécoise des professionnels de la réorganisation et de l'insolvabilité

POUR LES SYNDICS

occupé que jamais

« Mais en tant que syndic, on se rend compte qu'on aide les gens. C'est comme ça qu'on va chercher une gratification. »

Un assainissement

Au moment du passage de *La Presse Affaires* dans les bureaux d'Appel & Cie, un ancien client

de M. Lachance était sur place pour épauler une amie, qui vit des difficultés comme il en a lui-même connu il y a quelques années.

« J'ai vécu le stress des dettes, celui d'être toujours sur ses gardes », raconte-t-il. Il se félicite aujourd'hui d'avoir

pris la décision de se rendre chez le syndic. La meilleure option pour lui était de déclarer faillite.

« Tu renais, tu refais surface, tu recommences à construire, dit-il aujourd'hui. La faillite, ce n'est pas quelque chose de sale ou de mauvais. Au

contraire, c'est un assainissement. Mais les gens ne le font pas. Ils ne savent pas quels sont leurs droits et vivent des moments extraordinairement difficiles. »

« Il n'y a pas à avoir honte, insiste-t-il. Regardez ce qui arrive à GM! »

LAPRESSEAFFAIRES.CYBERPRESSE.CA

VIDÉO

Branchez-vous sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca pour regarder des extraits vidéo de l'entrevue avec le syndic Frédéric Lachance.

Pas d'experts solitaires Que des experts solidaires

Les conseillers en **DROIT DES AFFAIRES** de **GOWLINGS** : une équipe aux idées novatrices, partenaire à part entière, motivée par votre réussite.

Droit des affaires • Litige • Propriété intellectuelle

GOWLINGS

Avocats | Agents de brevets et de marques de commerce

L'intelligence des idées

gowlings.com

Montréal | Ottawa | Toronto | Hamilton | Région de Waterloo | Calgary | Vancouver | Moscou | Londres

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

PREVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI
Nouvelles commandes de biens durables (États-Unis) fév.: -2,0% janv.: -5,2%
Ventes de maisons neuves (États-Unis) fév.: -2,9% janv.: -10,2%

DEMAIN
PIB - annualisé - final (États-Unis) 4T: -6,6% -6,2%
Best Buy BPA 4T: 1,38 \$US
Franco-Nevada BPA 4T: 7¢
Lululemon Athletica BPA 4T: 15¢

VENDREDI 27 MARS
Dépenses de consommation (États-Unis) fév.: 0,2% janv.: 0,6%
Indice de confiance du Michigan (États-Unis) mars: 56,0 fév.: 56,6

LUNDI 30 MARS
FNX Mining BPA 3T: -21¢
Oxford Ind. BPA 4T: 3¢US

MARDI 31 MARS
PIB réel (Canada) janv.: -0,4% déc.: -1,0%
Confiance des consommateurs (États-Unis) mars: 25,0 fév.: 27,0
Exfo Électro Opt BPA 2T: 5¢

MERCREDI 1^{ER} AVRIL
Dépenses de construction (États-Unis) fév.: -2,0% janv.: -3,3%
Indice ISM Manufacturier (États-Unis) mars: 35,5 fév.: 35,8

Source: Bloomberg
POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

6	5		8					
	9			5	1			
			3	9			2	7
5	4	9						
							4	
1			9		7	8		
	5	2		7				
	6	1		3		9		
				6			7	4

Niveau de difficulté : MOYEN

1317

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

6	1	3	9	4	2	7	8	5
5	9	8	7	3	6	1	4	2
2	7	4	8	5	1	9	3	6
3	4	1	5	7	8	6	2	9
7	2	6	3	1	9	8	5	4
8	5	9	6	2	4	3	7	1
4	6	7	2	9	3	5	1	8
9	3	2	1	8	5	4	6	7
1	8	5	4	6	7	2	9	3

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 1316



PHOTO ROBERT MAILLOUX, ARCHIVES LA PRESSE

Bellus est née des cendres de la société de biotechnologie Neurochem, création du docteur Francesco Bellini.

Bellus Santé au pied du mur

BELLUS
suite de la page 1

L'entreprise expliquait avoir davantage d'obligations financières arrivant à échéance après le premier trimestre de 2009 que d'argent disponible pour les payer.
Au 31 décembre dernier, Bellus Santé possédait des liquidités d'un peu moins de 10,6 millions.
Bellus doit entre autres verser en mai et en novembre prochains des intérêts de 2,8 millions sur des billets convertibles, ce qu'elle pourrait être incapable de faire.
Le cas échéant, les prêteurs auraient alors le droit de racheter leurs billets.

«Si les porteurs exercent leur droit de rachat de billets, la société n'aura pas les fonds nécessaires pour s'acquitter de cette obligation. Ces facteurs soulèvent de sérieux doutes quant à la capacité de la société à poursuivre ses activités», écrivait Bellus le 26 février dernier.
Bellus a essuyé un dur coup le 9 janvier quand ses actions ordinaires ont été radiées du NASDAQ en raison de sa capitalisation boursière insuffisante. Or, le maintien d'une inscription à une Bourse américaine était une condition pour que Bellus puisse utiliser ses marges de crédit. Elle a donc ainsi perdu une source de fonds.

Le 26 février, Bellus avait conclu un engagement avec FMRC Family Trust, fiducie dont Francesco Bellini est un bénéficiaire, et Victoria Square Ventures, filiale de Power Corporation. Les deux entreprises s'étaient engagées à investir jusqu'à 10 millions de dollars chacune dans Bellus Santé à certaines conditions.
Bellus devait entre autres soumettre un plan d'affaires révisé comprenant une «baisse considérable des dépenses», ainsi qu'un budget pour l'année 2009 «jugé acceptable par chacune des parties».

Bellus a réagi en remerciant 45% de ses quelque 110 employés il y a deux semaines. Mais l'engagement entre Bellus et ses deux éventuels investisseurs prenait fin lundi cette semaine, et l'argent n'a pas été investi. «Certaines conditions ont été remplies, mais pas toutes, alors on poursuit dans ce sens», a expliqué hier Lise Hébert, vice-présidente aux communications chez Bellus, qui n'a pas voulu spécifier quelles conditions restent à remplir.
Bellus est née des cendres de la société de biotechnologie Neurochem, qui a travaillé des années à tenter d'élaborer un médicament contre l'alzheimer. Un succès aurait transformé l'entreprise en l'une des plus importantes sociétés biopharmaceutiques au monde.

Malheureusement, les autorités américaines ont refusé le produit en août 2007.

Devant cet échec, le coloré président de Neurochem, le docteur Francesco Bellini, avait décidé de commercialiser son produit non pas comme médicament, mais comme produit naturel. Bellus Santé et le Vivimind étaient nés. Si Bellus ne peut prétendre que le Vivimind guérit l'alzheimer, elle le commercialise aujourd'hui en disant qu'il «protège la mémoire».

Pour l'instant, Vivimind n'est en vente qu'au Canada et sur l'internet. Bellus en a vendu pour 310 000\$ l'an dernier, et a affirmé hier qu'elle compte toujours recevoir l'autorisation de le commercialiser aux États-Unis cette année.

Un ex-dirigeant déplore le silence sur les PCAA

PCAA
suite de la page 1

Yvan Allaire, aussi ex-membre du conseil et vice-président de Bombardier, a fait ce commentaire en marge d'un colloque sur «le rôle des administrateurs dans la tourmente financière», hier à HEC Montréal.

M. Allaire tient ces propos à quelques semaines des audiences sur la Caisse à l'occasion d'une commission parlementaire à Québec.

Les élus pourraient interpeller des dirigeants, dont l'ex-président, Henri-Paul Rousseau, sur les déboires de la Caisse avec les PCAA non bancaires, qui lui ont coûté 6 milliards jusqu'ici en dépréciations et en frais de restructuration.

Les propos d'Yvan Allaire en tant qu'ex-administrateur de la Caisse s'ajoutent à ceux de deux ex-collègues à la même instance.

Il s'agit d'Alban D'Amours, ex-président du Mouvement Desjardins, et Claude Garcia, ex-président de Standard Life du Canada, important assureur vie et gestionnaire de fonds d'investissement dirigé de Montréal.

Des failles

Au cours du colloque de HEC, hier, Yvan Allaire a mentionné qu'en dépit de leurs responsabilités, les membres de conseil d'administration demeurent «dépendants de l'information que veulent bien leur transmettre les dirigeants de l'entreprise».

Mais dans le cas des PCAA à la Caisse, il estime que des failles pourraient être survenues dans l'information acheminée au conseil avant la crise de ce marché.

«Après coup, je pense que les dirigeants de la Caisse ne se sentaient pas obligés de présenter plus d'informations au conseil à propos des PCAA parce qu'ils

les considéraient comme des instruments de liquidités à court terme qui avaient une cote de crédit conforme aux politiques de gestion de risque», a indiqué M. Allaire.

Par ailleurs, interpellé au sujet de la nomination récente de Michael Sabia comme PDG de la Caisse, Yvan Allaire s'est surtout dit étonné de la rapidité de cette décision.

«Que la Caisse ait pu faire une sélection d'une telle importance en moins d'une semaine tient pratiquement du miracle! Ça respecte la lettre de la loi de la Caisse, mais certainement pas son esprit», a indiqué M. Allaire.

L'esprit de la loi? «Ça implique que le conseil forme un comité de sélection et prenne le temps d'interviewer des candidats et de consulter des firmes de recrutement», a-t-il expliqué.

«Si j'avais encore été au conseil de la Caisse, j'aurais insisté pour que la démarche de sélection d'un président qui est inscrite dans sa loi soit mieux respectée.»

Mais voilà, Yvan Allaire fait partie des administrateurs de la Caisse, avec Alban d'Amours et Claude Garcia, dont le gouvernement Charest a refusé de prolonger le mandat.

De plus, M. Allaire a confirmé hier qu'ils en ont été avisés la veille d'une réunion du conseil de la Caisse qui, justement, devait servir à former le comité de sélection du prochain PDG.

PRÉCISION

En raison d'un problème technique, la chronique Vos placements parue hier («Les ménages moins tentés par le risque») était en fait une chronique déjà publiée en septembre dernier. Nos excuses.

LES GRANDES CONFÉRENCES 2009

23 avril 2009
Hôtel Omni Mont-Royal - Montréal



Crises financières, énergétiques, démographiques...

Crises de confiance, crises alimentaires, prochaine crise imprévisible...

Qui sont les gagnants et les perdants?

Comment survivre ou mieux rebondir?

Et si nous pouvions les prévenir?

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT!

Prix membre AMBAQ 190 \$ (225 \$ après le 31 mars)
Prix non-membre 250 \$ (285 \$ après le 31 mars)
Étudiant (à un programme MBA) 45 \$
(les taxes ne sont pas comprises dans les prix)

Pour réservation: (514) 282-3810 poste 2003
Internet: ambaq.com

Présenté par :



D'UNE CRISE À L'AUTRE

Venez mettre à jour vos connaissances

12 h Déjeuner-conférence
PEUT-ON GÉRER L'INCERTITUDE ?
Michel Nadeau, directeur général Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques



13 h 30 LES RELATIONS INTER-ORGANISATIONNELLES DANS LA GESTION DE CRISE AU QUÉBEC - Louis Côté, Professeur et directeur des programmes MBA Université de Sherbrooke



LA CRISE FINANCIÈRE : SES CAUSES ET SES IMPLICATIONS
Michel Magnan, Professeur et titulaire de la chaire Lawrence Bloomberg Université Concordia



GÉRER LE CHANGEMENT EN TEMPS DE CRISE
Christiane Demers, Professeur titulaire HEC-Montréal



17 h HONNEUR À CEUX QUI ENRICHISSENT NOTRE SOCIÉTÉ
Remise des Prix Tremplin 2009

Commanditaires :



AFFAIRES
700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
ENTREPRISE naissante cherche investisseur pour un produit unique en Amérique du Nord, dans le domaine de l'habitation récréative. 819-845-1987

715 FINANCEMENT
1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)
1er, 2e, aucun boni, contrats rapides. Notaire Laberge jour, soir, (514) 729-4332.

AVIS
800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM
AVIS est donné, par les présentes, que TRESMOUNT INVESTMENTS LTD. demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission d'obtenir sa dissolution.
Les procureurs de la compagnie, DE Grandpré Chait

AVIS
800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que 9082-0655 QUÉBEC INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 24 mars 2009.
HOLMESTED & ASSOCIÉS, s.e.n.c. Procureurs de la requérante

PRENEZ AVIS que la compagnie 2629-5188 QUÉBEC INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 24 mars 2009

PRENEZ AVIS que la compagnie LES SERVICES PRONTO MONTRÉAL INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 24 mars 2009
Danielle Gingras, avocate

TRANSPORT AÉRIEN

L'industrie dans un état « sinistre »

MARIE TISON

L'industrie mondiale du transport aérien volera encore plus bas que prévu en 2009. Les transporteurs nord-américains devraient quand même terminer l'année avec des profits.

L'Association internationale du transport aérien (AITA) prévoit des pertes de 4,7 milliards de dollars US pour l'ensemble de l'industrie en 2009. C'est presque deux fois plus que les pertes de 2,5 milliards US qu'elle prévoyait il y a seulement trois mois.

« La situation actuelle de l'industrie aérienne est sinistre, a déclaré le directeur général et chef de la direction l'AITA, Giovanni Bisignani, dans un communiqué diffusé hier. En raison du ralentissement économique, la demande a diminué beaucoup plus rapidement qu'on ne pouvait le prévoir il y a seulement quelques mois. »

L'association s'attend à ce que les revenus de l'industrie chutent de 12% pour s'établir à 467 milliards US. Par comparaison, les revenus n'avaient diminué que de 7% après les attentats du 11 septembre 2001.

L'AITA prévoit des pertes de 4,7 milliards de dollars US pour l'ensemble de l'industrie en 2009. C'est presque deux fois plus que les pertes de 2,5 milliards US qu'elle prévoyait il y a trois mois.

Le trafic passager devrait diminuer de 5,7% en 2009 alors que la demande dans le secteur du fret devrait glisser de 13%.

Heureusement, la baisse des prix du carburant va permettre de limiter les dégâts. Selon l'AITA, la facture de carburant devrait représenter 25% des coûts de l'industrie en 2009, comparative-

ment à 32% en 2008. La facture totale de carburant avait atteint 168 milliards US en 2008. Elle ne devrait être que de 116 milliards US en 2009.

« Le prix du carburant est la seule bonne nouvelle que nous

C'est justement là où les transporteurs nord-américains ont fait preuve de sagesse. Ils ont mis en oeuvre une diminution de la capacité de 7,5%, qui viendra compenser une diminution équivalente de la demande. Ils devraient donc engranger des profits de 100 millions US. C'est moins que les 300 millions US prévus par l'AITA en décembre dernier, mais c'est beaucoup mieux que la performance des transporteurs aériens des autres régions du monde.

L'association prévoit des pertes de 1,7 milliard US pour les transporteurs asiatiques, d'un milliard US pour les transporteurs européens, de 900 millions US pour les transporteurs du Moyen-Orient, de 600 millions US pour les transporteurs africains et de 600 millions US pour les transporteurs de l'Amérique latine.

ayons, a soutenu M. Bisignani. Mais l'allègement dont nous bénéficions de ce côté est annulé par la baisse de la demande et la chute rapide des revenus. Les compagnies aériennes font face à deux défis fondamentaux: préserver les liquidités et ajuster soigneusement la capacité en fonction de la demande. »



Porter Airlines a annoncé hier qu'il doublera le nombre de vols entre Montréal et Toronto d'ici le 6 mai.

PHOTO BLOOMBERG

Porter lorgne de nouveaux Q400 de Bombardier

MARIE TISON

Porter Airlines pourrait commander de 5 à 10 appareils Q400 supplémentaires auprès de Bombardier.

Ces appareils s'ajouteraient aux 18 avions turbopropulsés déjà commandés et aux deux options que le transporteur aérien devrait transformer en commande ferme très bientôt.

« Selon le plan actuel, la flotte totale de Porter Airlines pourrait s'établir entre 25 et 30 appareils », a déclaré le porte-parole du transporteur, Brad Cicero.

En février 2006, Porter Airlines avait passé une commande ferme pour 10 appareils Q400, assor-

tie d'options pour 10 appareils supplémentaires. Le transporteur a déjà transformé huit de ces options en commandes fermes. Il devrait avoir reçu les 18 appareils avant la fin de l'année.

« Ça ne prendra pas grand temps avant de transformer en commandes fermes les deux dernières options », a indiqué M. Cicero.

Une commande pour des appareils supplémentaires pourrait suivre. « Nous pourrions être intéressés à discuter de cela avec Bombardier », a indiqué M. Cicero.

Porter Airlines a annoncé hier qu'il doublera le nombre de vols entre Montréal et Toronto d'ici le

6 mai. Le nombre de vols aller-retour passera de neuf à 18 chaque jour de semaine. Le service de fin de semaine sera également enrichi. « C'est la liaison la plus achalandée de tout le pays, a noté M. Cicero. Nos appareils sont pleins, surtout pendant les pointes. Les gens nous ont demandé d'ajouter davantage d'options. Nous allons leur donner cette opportunité. »

Porter augmentera également le nombre de vols entre Toronto et Ottawa, les faisant passer de 10 vols aller-retour à 14 vols à compter du 30 avril.

Le transporteur pourra effectuer ces vols additionnels grâce aux appareils Q400 que Bombardier lui livrera en avril et en mai.

Le Q400 est un appareil turbo-propulsé de 70 places qui, selon le président et chef de la direction de Porter Airlines, Robert Deluce, consomme de 30 à 40% moins de carburant qu'un biréacteur. M. Deluce a indiqué récemment que cet avantage avait permis à Porter d'éviter les programmes de couverture sur le prix du carburant. Les transporteurs qui ont eu recours à de tels programmes sont maintenant désavantagés compte tenu de la baisse des prix du pétrole.

Porter n'exploite que des appareils Q400. Il s'agit d'ailleurs du seul transporteur canadien à utiliser ce type d'appareils.

Le Q400 de Bombardier est tellement populaire que l'avionneur a dû augmenter la cadence de production de cet appareil à son usine torontoise de Havilland.

L'action de catégorie B de Bombardier a gagné deux cents pour clôturer à 3,02\$ hier à la Bourse de Toronto.

HÔTELLERIE

Les prix des chambres en baisse

LA PRESSE CANADIENNE

LONDRES — Le prix moyen des chambres d'hôtel a chuté de 12% à l'échelle mondiale au quatrième trimestre de 2008 comparativement à la période correspondante de 2007, a rapporté hier le service de réservation en ligne Hotels.com, du groupe Expedia.

Les prix ont baissé sur tous les continents d'une année à l'autre au quatrième trimestre, le recul le plus marqué, soit 12%, ayant été en Amérique du Nord (États-Unis et Canada). En Europe, la baisse a été de 10%, alors qu'en Asie, les prix n'ont baissé que de 2%.

« Les tarifs des chambres ont été en forte baisse au cours des trois derniers mois de l'année dernière, au moment où les hôteliers partout dans le monde ont réduit leurs prix pour essayer d'occuper leurs chambres », a expliqué le président d'Hotels.com, David Roche. Hotels.com observe les prix effectivement payés – et non



PHOTO BLOOMBERG

Les prix des chambres d'hôtel a baissé sur tous les continents.

les prix annoncés – par les visiteurs de 68 000 hôtels autour de la planète.

« Tandis que l'Amérique du Nord était le seul continent à avoir connu une baisse du prix moyen

de ses chambres d'hôtel l'automne dernier, le dernier indice des prix des hôtels a démontré que la crise économique affectait maintenant les prix sur tous les continents », a souligné M. Roche.

C SERIES

Nouveaux fournisseurs européens

MARIE TISON

Trois nouveaux fournisseurs européens montent à bord de la CSeries: la société italienne Alenia Aeronautica, la firme néerlandaise Fokker Elmo et l'entreprise britannique Goodrich Acuation Systems.

Ces nouveaux fournisseurs s'ajoutent à une courte liste de fournisseurs clés déjà annoncée, soit des entreprises américaines, européennes et chinoises. Il n'y a encore aucune société québécoise dans cette liste.

Alenia fournira les dérives et stabilisateurs alors que Fokker Elmo concevra et produira le système de câblage et d'interconnexion. Pour sa part, Goodrich Acuation Systems produira les systèmes de commandes des volets et des becs de bord d'attaque des ailes.

D'autres sociétés, et notamment des entreprises européennes, devraient s'ajouter à la liste de fournisseurs clés.

« Les installations de Bombardier à Belfast, au Royaume-Uni, développent et produisent déjà les ailes en matériaux composites évolués pour les avions CSeries, et nous sommes certains que des fournisseurs européens joueront un rôle important dans ce programme, comme c'est le cas dans d'autres programmes de Bombardier », a déclaré le vice-président des programmes d'avions commerciaux de Bombardier, Benjamin Boehm, par voie de communiqué.

Le porte-parole de Bombardier Aéronautique, Marc Duchesne, a fait remarquer que le fournisseur des moteurs de la nouvelle famille d'appareils, le géant américain Pratt & Whitney, installera une usine à Mirabel pour produire les engins.

Il a noté que plusieurs entreprises sur la liste de fournisseurs avaient des bureaux ou des entrepôts au Canada.

« Est-ce que ça va les amener à s'établir au Canada? Il faudra leur demander », a-t-il déclaré.

Il a aussi rappelé que la CSeries aura beaucoup d'impact au Québec parce qu'on fabriquera le poste de pilotage et le fuselage arrière à Saint-Laurent et qu'on fera l'assemblage final à Mirabel.

Par ailleurs, l'analyste Fadi Chamoun, de la firme UBS, juge que le programme de CSeries est solide d'un point de vue financier.

« Si le programme est réalisé à temps (une entrée en service en 2013), s'il respecte le budget (3,2 milliards de dollars US) et s'il offre les avantages opérationnels promis, il devrait ajouter plus d'un dollar à la valeur par action », écrit M. Chamoun dans un rapport d'analyse.

Il affirme que la CSeries pourra bénéficier d'une période de grâce de cinq ans avant l'apparition des remplaçants du Boeing 737 et de l'Airbus A319-A320. En outre, ces remplaçants devraient être plus gros que les 737 et A319-A320 actuels, ce qui devrait les éloigner du marché que vise la CSeries, soit le segment des appareils de 100 à 149 places.

AVIS DE NOMINATION



GenomeQuébec

Le conseil d'administration de Génome Québec annonce la nomination de monsieur Jean-Marc Proulx au poste de président-directeur général.



Jean-Marc Proulx

Jean-Marc Proulx a été président du conseil d'administration de Génome Québec de 2000 à 2009. Dirigeant chevronné, il a œuvré pendant vingt ans dans des postes de haute direction liés à l'économie du savoir. Il a notamment dirigé le secteur de la R-D et géré de grands projets intégrant une part importante d'innovation chez DMR, société de consultation informatique. Monsieur Proulx a présidé l'Association de la recherche industrielle du Québec (ADRIQ) et l'Association francophone pour le savoir (Acfas). Il a siégé au Conseil de la science et de la technologie (CST) du Québec. Jusqu'à tout récemment, il occupait le poste de président-directeur général de Gestion Valeo, société de valorisation des résultats de la recherche universitaire.

Ses qualités de leader, d'innovateur et de rassembleur placent monsieur Proulx en excellente position pour mener à terme des initiatives mobilisatrices en faveur de la génomique au Québec. Son mandat s'inscrit dans un contexte économique difficile et à une période de grands défis pour la communauté scientifique québécoise. Il consiste principalement à resserrer les liens avec les partenaires de Génome Québec et à mettre en œuvre un plan de développement de la génomique en santé humaine. Ces activités permettront à Génome Québec de jouer efficacement son rôle de file dans le système d'innovation du Québec.

Monsieur Proulx est diplômé en génie électrique de l'École Polytechnique de Montréal, et il détient une maîtrise en administration des affaires à l'Université Laval. Il est membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

LA PRESSE AFFAIRES TECHNOLOGIES



TECHNAUTE

UTILISATEUR DE TWITTER, SUIVEZ TWITTER.COM/TECHNAUTE

Le bon temps pour se lancer en affaires?

L'aide financière au démarrage d'entreprise ne manque pas

ALAIN MCKENNA
TECHNO.BIZ
COLLABORATION SPÉCIALE

La crise financière qui secoue les États-Unis a de nombreux effets négatifs sur l'économie québécoise et canadienne. Elle pourrait aussi en avoir un positif, puisque l'aide au démarrage de nouvelles entreprises dans les secteurs technologiques n'a pas été aussi généreuse depuis longtemps. C'est peut-être le bon temps pour se lancer en affaires...

Les mesures d'incitation ne manquent pas. Surtout depuis la semaine dernière, après le dévoilement de trois mesures d'aide incluses dans le budget provincial.

D'abord, un « fonds de fonds » de 825 millions de dollars, que Québec a mis sur pied conjointement avec la Caisse de dépôt et placement du Québec et le Fonds de solidarité de la FTQ, et qui vise à capitaliser des fonds de démarrage pour des entreprises à caractère technologique.

Trois fonds distincts d'environ 40 millions chacun seront également créés afin de favoriser le démarrage de nouvelles entreprises. Ces fonds pourraient être destinés à des secteurs économiques (l'informatique et les biotechs, par exemple) ou à des régions spécifiques, ce qui reste à être défini.

60 millions additionnels iront à la recapitalisation des Fonds d'intervention économique régionaux (les fameux FIER) et à la création de nouveaux fonds à travers la province. Enfin, une exemption d'impôts de 10 ans est accordée pour la commercialisation de produits ou de services tirés de la recherche universitaire effectuée au Québec.

Cela dit, la Belle Province n'est



Trois mesures d'aide au démarrage d'entreprise ont été annoncées la semaine dernière, lors du dévoilement du budget provincial préparé par la ministre des Finances Monique Jérôme-Forget.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

pas la seule à stimuler le démarrage d'entreprises. L'Ontario également.

La populeuse province, qui peut se targuer d'avoir un ministère entier consacré à l'Innovation, a dévoilé plus tôt cette année un fonds de 250 millions pour les technologies émergentes. Une startup ontarienne en technologie de l'information (TI), en techno-

logie verte ou en technologie de la santé qui décroche un investissement privé verra cette somme doublée par le fonds public.

Un avantage à saisir

« C'est une excellente nouvelle de voir que du capital est encore disponible au Québec. Surtout que ces annonces suivent l'arrivée de nouveaux investis-

seurs privés spécialisés, comme Montreal Startup », dit Mark McLeod, directeur financier de la société montréalaise Tungle, qui développe actuellement un outil de gestion d'agenda à partir d'Internet.

« Ça signifie que si vous voulez vous développer quelque chose qui sera commercialisé dans deux ou trois ans, vous pouvez le faire

dès maintenant », ajoute celui qui en est à son cinquième démarrage d'entreprise en tant que responsable du financement.

Selon M. McLeod, ces nouveaux fonds arrivent à point, car les entreprises canadiennes ont l'habitude d'aller chercher de l'argent aux États-Unis de plus en plus rapidement. En ce moment, c'est plutôt la panne sèche de ce côté.

Cela constitue tout un avantage pour les entrepreneurs québécois qui comptent rivaliser sur le marché américain à moyen terme, au moment de la reprise économique.

« La « bonne nouvelle » est que les fonds sont complètement gelés aux États-Unis. C'est le luxe qu'on a au Québec: on n'a pas à mettre des milliards pour sauver les banques. Dans deux ou trois ans, on risque de sortir pas mal plus forts que les autres », estime Martin Duchaine, directeur général de TechnoMontréal.

M. Duchaine est également fondateur du réseau Anges Québec, qui regroupe une quarantaine d'investisseurs. Preuve que la crise n'a pas atteint le moral des entrepreneurs, Anges Québec affirme avoir reçu plus de 200 projets en six mois.

Une situation qui fait des jaloux à l'étranger. La semaine dernière, la société GrandBanks Capital de Boston a publié une lettre ouverte destinée aux entrepreneurs québécois et ontariens. « Nous sommes ouverts à toute heure du jour pour vos projets », y lit-on. « C'est le signe qu'en ce moment, il y a plus de potentiel ici qu'aux États-Unis », conclut Martin Duchaine. « En tout cas, il y a une volonté d'investir. »

COURRIEL
Pour joindre notre collaborateur: alain.mckenna@lapresse.ca

LIVRE À PAPIER ÉLECTRONIQUE

La couleur fait son apparition

AGENCE FRANCE-PRESSE

TOKYO — Le groupe de matériel électronique et services informatiques japonais Fujitsu vient de mettre en vente le premier modèle commercial mondial de livre à papier électronique affichant des textes et images en couleurs.

Cette ardoise électronique (24 x 16 x 1,25 cm, 385 grammes), qui rend inutiles les étagères et allègera les sacs des bibliophiles ambulants, affiche jusqu'à 260 000 nuances colorées. Selon les réglages, il autorise jusqu'à 40 heures de lecture avec une batterie au préalable chargée à 100 %. Il ne consomme de l'énergie que lors d'un changement de page.

Le Flepia, qui est pourvu de technologies de télécommunication sans fil (WiFi, Bluetooth 2.0) ainsi que d'un connecteur USB pour le relier à un PC, permet de télécharger des oeuvres littéraires, y compris en utilisant comme passerelle un téléphone portable connecté à internet par réseau cellulaire.

Il existe au Japon de nombreux sites de vente de livres numérisés pour téléphones portables et autres terminaux. Ces librairies en ligne proposent quelque



PHOTO ARCHIVES AFP

Le Flepia affiche jusqu'à 260 000 nuances colorées.

20 000 ouvrages en tout genre et à différents prix dans les deux formats sécurisés de livre numérique reconnus par le Flepia.

Selon Fujitsu, on peut aligner quelque 5000 ouvrages numéri-

ques de 300 pages sur une seule carte-mémoire amovible au format SD de 4 Gigaoctets (Go).

Cet appareil, vendu sur un seul site internet 99 750 yens (près de 1400 \$CAN), est doté d'un écran

de 8 pouces de diagonale (21 cm), plus lisible et confortable que celui d'un téléphone portable, objet polyvalent qui fait cependant déjà office de « bibliothèque de poche » pour de nombreux Japonais, voraces lecteurs.

Le Flepia peut aussi servir à lire ses courriels et à travailler sur divers documents personnels et professionnels (présentations, rapports, tableaux, etc.).

Récemment, ce substitut aux ouvrages imprimés a été testé en libre usage dans des restaurants où les clients pouvaient y consulter non seulement les menus, mais également des pages de journaux.

Fujitsu n'a pour l'heure pas annoncé de partenariat avec des grands titres de presse écrite nippons, mais plusieurs groupes effectuent des essais à l'interne.

Les principaux quotidiens japonais (Yomiuri, Asahi, Mainichi, Nikkei, Tokyo Shimbun), bien que disant voir leur lectorat baisser, affichent encore un tirage unitaire allant de 4 à 11 millions d'exemplaires chaque jour pour la seule édition matinale, et la plupart des foyers japonais sont abonnés à l'un de ces puissants journaux.

Tomates virtuelles contre AIG

AGENCE FRANCE-PRESSE

SAN FRANCISCO — L'assureur américain AIG fait l'objet d'une attaque d'un genre un peu particulier: un bombardement par des tomates virtuelles lancées par des internautes en colère répondant à l'appel de l'organisation de gauche MoveOn.org.

MoveOn.org voudrait que l'image de l'entrée du bâtiment abritant les bureaux d'AIG soit entièrement recouverte de 6,4 millions de tomates virtuelles, soit le montant d'une prime versée par l'assureur à l'un de ses cadres.

AIG, ex-numéro un mondial de l'assurance, a suscité la semaine dernière une vague d'indignation dans l'opinion publique et au Congrès concernant le versement de quelque 200 millions de dollars de primes destinées à retenir les cadres de la société en période de crise, alors que l'État a dû dépenser plus de 170 milliards US pour sauver le groupe de la faillite.

Les internautes en colère peuvent choisir avec leur curseur quelle partie de l'image ils vont viser, puis balancer leur tomate d'un clic de souris.

Si votre équipe aime la carotte, notre chef saura vous la cuisiner!
Gâtez vos collaborateurs en les réunissant aux... **Trois Tilleuls.**



www.lestroistilleuls.com

GRANDE LIQUIDATION DE VÊTEMENTS PRINTEMPS - ÉTÉ POUR HOMMES

Mode de concepteurs européens supérieurs

Costumes Cour. : de 595\$ à 1695\$

Spécial : à partir de 175\$

Cuir - Chemises - Pulls - Pantalons - Vestons - etc.

Rabais jusqu'à 80%

Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h
Samedi et dimanche de 10 h à 17 h

LIQUIDATION OMEGA
491, boul. Lebeau, Saint-Laurent, H4N 1S2
au sud de Côte-Vertu

514 788-5155

Depuis 44 ans

SOLEX
VOYAGES D'AFFAIRES

1965-2009 44 ans

Le voyage d'affaires... c'est notre expertise!

Au service des entreprises depuis 1965, experts en voyages corporatifs et forfaits vacances.

6796, boul. Saint-Laurent
Montréal (Québec) H2S 3C7
Tél.: 277-5252 Téléc.: 272-4006

5596, rue Jean-Talon Est
Saint-Léonard (Québec) H1S 1L9
Tél.: 253-1342 Téléc.: 253-2604

http://www.sol-ex.com
courriel: info@sol-ex.com
Pour renseignements et prix, communiquez avec Sol'ex sans engagement ni frais de devis.

RÉGULATION FINANCIÈRE AUX ÉTATS-UNIS

Le Trésor et la Fed veulent une réforme profonde

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le président de la Réserve fédérale américaine, Ben Bernanke, et le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, ont plaidé hier en faveur d'une «réforme complète de la régulation», pour mieux contrôler les institutions présentant un risque pour l'ensemble du système financier.

«Le gouvernement et le Congrès doivent travailler ensemble pour instaurer une réforme complète de la régulation et combler les lacunes existantes en matière de contrôle» des institutions financières, a déclaré M. Geithner devant la Commission des services financiers de la Chambre des représentants.

«Toutes les institutions et les marchés qui pourraient poser un risque pour l'ensemble du système seront soumis à un contrôle fort, passant notamment par l'imposition de contraintes idoines relatives à la prise de risque», a ajouté M. Geithner lors de cette audition

consacrée au sauvetage de l'assureur AIG.

«Nous devons faire en sorte que notre pays ne se retrouve jamais face à une situation» comme celle où se sont trouvées les autorités en septembre lorsqu'elles ont dû sauver in extremis AIG, qui menaçait de s'écrouler.»

« Nous devons faire en sorte que notre pays ne se retrouve jamais face à une situation » comme celle où se sont trouvées les autorités en septembre lorsqu'elles ont dû sauver in extremis AIG.

«Les régulateurs doivent faire respecter des normes, pas seulement dans le but de protéger le caractère sain d'institutions individuelles, mais pour protéger la stabilité du système dans son ensemble», a-t-il ajouté.

Selon le ministre, il faut «créer une nouvelle autorité dotée d'un pouvoir de liquidation de manière

que le gouvernement fédéral dispose des outils dont il a besoin pour défaire une institution de la taille et de la complexité d'AIG».

AIG, qui a dû être sauvé de la faillite par l'État moyennant plus de 170 milliards US, n'était supervisé que par le bureau des assurances de l'État de New York, alors qu'il était

actif dans le monde entier.

La nécessité d'une refonte du système de régulation financière américain est apparue de manière criante après l'explosion de la crise des crédits immobiliers à l'été 2007. La question sera au cœur des débats des chefs d'État des grands pays industrialisés et en émergence du G20, le 2 avril à Londres.

Le prédécesseur de M. Geithner, Henry Paulson, avait présenté en avril 2008 son propre projet. Relégué ensuite au second plan par la nécessité de lutter d'abord contre la crise, le chantier n'a pas avancé, mais le président Barack Obama a assuré que cette réforme était l'une de ses priorités.

M. Geithner doit revenir témoigner demain devant la Commission pour exposer ses plans de manière plus détaillée.

M. Bernanke a estimé comme M. Geithner que le cas d'AIG témoignait de «la nécessité d'un contrôle renforcé et efficace de toutes les sociétés financières d'importance systémique» et d'un besoin urgent de nouvelles procédures de liquidation pour les sociétés financières non bancaires», sur le modèle de ce qui existe pour les banques.

Primes déplacées

Revenant sur le scandale provoqué par le versement de 165

millions US de primes à des cadres d'AIG, M. Bernanke a jugé «complètement déplacé de verser des primes élevées à des employés de la filiale qui a été la source de l'effondrement» de l'assureur, mais a affirmé ne pas avoir eu les moyens juridiques de les empêcher.

MM. Bernanke et Geithner ont tous deux répété que les autorités n'avaient pas eu d'autre choix que de se porter au secours d'AIG en septembre vu l'imbrication de cette entreprise dans le système financier mondial.

«Sa faillite aurait pu déboucher sur une crise économique et financière mondiale du type de celle des années 1930 aux conséquences catastrophiques pour la production, les salaires et l'emploi», a déclaré M. Bernanke.

Si le gouvernement avait eu à l'époque les moyens de placer l'assureur sous tutelle, les choses auraient certainement été plus simples, ont fait valoir les deux hommes.

G20

Obama plaide pour une «ère nouvelle»

ASSOCIATED PRESS

PARIS — Le sommet du G20 doit permettre d'ouvrir une «ère nouvelle d'engagement économique capable d'empêcher à l'avenir une telle crise de se reproduire», affirme le président américain, Barack Obama, dans une tribune publiée hier par le quotidien *Le Monde*.

«Il est aujourd'hui de la responsabilité des leaders du G20 de prendre des mesures audacieuses, ambitieuses et coordonnées qui non seulement permettront à l'économie de se redresser, mais ouvriront une ère nouvelle d'engagement économique capable d'empêcher à l'avenir une telle crise de se reproduire», souligne M. Obama à 10 jours du sommet programmé à Londres le 2 avril.

«Et si nous continuons à laisser les établissements financiers du monde agir avec la même désinvolture et la même irresponsabilité, nous resterons prisonniers du cycle des bulles et des éclatements de bulles», poursuit-il.

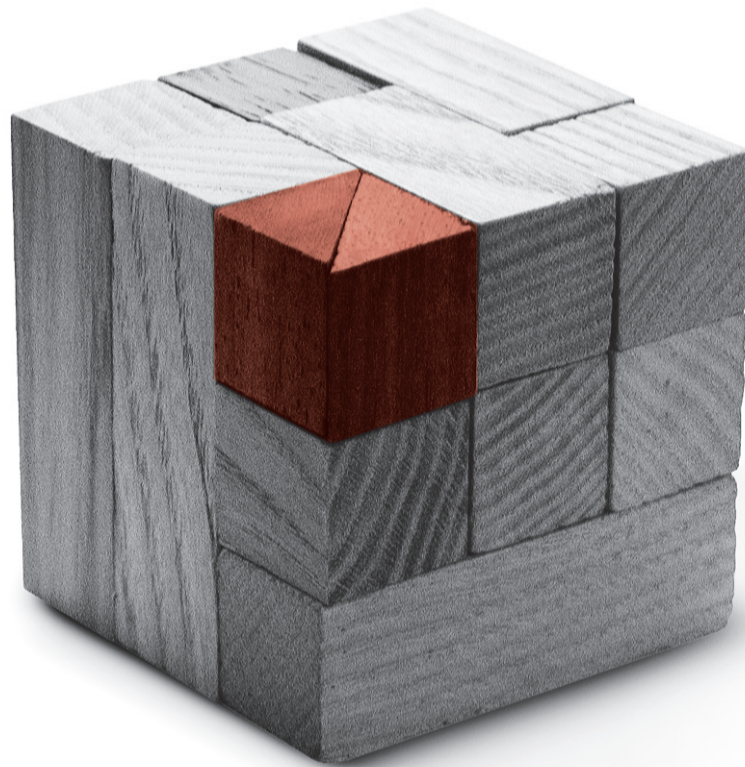
Parmi les solutions proposées, «nous devons restaurer le crédit dont dépendent entreprises et particuliers», explique-t-il. Le G20 devra notamment «s'employer à financer le commerce afin de relancer les exportations et de créer des emplois», mais aussi «déployer rapidement des ressources afin de stabiliser les marchés émergents, renforcer substantiellement les moyens d'urgence du Fonds monétaire international (FMI) et aider les banques régionales de développement à accélérer les prêts», selon le président des États-Unis.

«Je suis déterminé à saisir cette occasion pour procéder à une réforme en profondeur de nos dispositifs de régulation et de supervision», précise-t-il. «Tous nos établissements financiers, ceux de Wall Street comme ceux du reste du monde, doivent se plier à un contrôle sérieux et obéir à des règles de conduite communes.»

«Je sais que l'Amérique porte une part de responsabilité dans le gâchis auquel nous sommes tous confrontés», admet M. Obama. «Mais je sais aussi que nous n'avons pas à faire le choix entre un capitalisme chaotique et impitoyable et une économie étatique oppressante. C'est là une fausse alternative qui ne servira ni les Américains ni aucun autre peuple.»

www.lavaltechnopole.com

LAVAL :
UNE VILLE QUI S'OCCUPE
DE SES AFFAIRES.



Choisissez le bon environnement économique pour votre entreprise. Regardez du côté de Laval, vous y trouverez une ville qui s'occupe de ses affaires.

Et ça marche! Les résultats le prouvent, Laval connaît une croissance économique fulgurante. Alors découvrez cet environnement économique à la fois diversifié, innovant et énergétique.

Il y a une place pour vous à Laval...

Communiquez avec nous, nous vous guiderons pour trouver le site qui répond le mieux à vos besoins. Ceux d'aujourd'hui comme ceux de demain... car nous aimons préparer l'avenir!




**LAVAL
TECHNOPOLE**
DES EXPERTS AU SERVICE DES ENTREPRISES DE LAVAL

Il y a une place pour vous à Laval...

Un numéro vous y conduit : 450 978-5959

Et un site Internet vous guide : www.lavaltechnopole.com

LES VOYAGEURS
EN PARTANCE
POUR...



**VACANCES
VOYAGE**

Tous les mercredis et samedis dans
LA PRESSE

Une annonce dans *La Presse*. Plein de monde en magasin.

Les planificateurs médias et les annonceurs doivent le garder en tête : en période difficile, les journaux ont plus que jamais la cote. D'abord, 1 Canadien sur 4 consulte plus souvent les journaux que tout autre média pour trouver les meilleures promotions*. Pas étonnant, quand on sait que 61% d'entre eux préfèrent voir la pub dans un quotidien que nulle part ailleurs**. En fait, les quotidiens demeurent le premier choix média des annonceurs au Québec, ni plus ni moins***. Conclusion : entre la lecture d'un quotidien et le processus d'achat, il n'y a vraiment qu'un pas.

*IPSOS, décembre 2008

**IPSOS, janvier 2008

***Guide annuel des médias 2009 – Infopresse

LA PRESSE

La clairvoyance de la solidarité FTQ



MICHEL GIRARD
COURRIER

Question: Je suis un investisseur dans le fonds de la FTQ depuis le tout début. À la suite d'un reportage de la SRC (Société Radio-Canada), le fonds a cru bon de nous faire parvenir une lettre à ce sujet. J'aimerais bien avoir votre opinion sur cette lettre. — **Gérald Lauzon**

Réponse: Commençons par la bonne nouvelle: grâce au reportage d'Alain Gravel de la SRC, qui a dénoncé une histoire de copinage entre des dirigeants de la FTQ et des entreprises financées par le Fonds de solidarité de la FTQ, celui-ci sera dorénavant assujéti à une gouvernance à toute épreuve ou... presque.

Et l'exemple vient du haut de la structure. À commencer par le président du conseil d'administration du Fonds de solidarité, Michel Arsenault, le grand patron de la FTQ. Après s'être fait dénoncer par Radio-Canada pour avoir passé des vacances sur le bateau de Tony Accurso, un riche entrepreneur en construction du Québec dans lequel le Fonds de solidarité a investi 114 millions de dollars, M. Arsenault a promis de se garder à l'avenir une petite gêne avant d'accepter d'autres invitations de chefs d'entreprise. Lors des vacances de M. Arsenault sur le yacht de M. Accurso, un ancien président de la FTQ-Construction, Jean Lavallée, était également présent...

Dans une lettre ouverte à *La Presse*, M. Arsenault a écrit: «Je réalise la frontière ténue entre la perception d'un geste, d'une

action, d'un comportement et la réalité. Et ce, a fortiori lorsqu'on assume, comme j'ai le privilège de le faire depuis 14 mois, les fonctions de président de la FTQ et de président du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ. L'homme public que je suis devenu en accédant à ces fonctions comprend que ses moindres faits et gestes soient scrutés à la loupe, y compris ses vacances. Je l'accepte en toute humilité.»

Il a ajouté: «... ce qui va changer, c'est la façon dont je vais gérer mes activités personnelles afin que le devoir de réserve qu'exige mon poste, soit le mieux respecté et cela, avec qui que ce soit.»

Après la révélation au grand jour de sa semaine de vacances à bord du bateau de l'entrepreneur Accurso, M. Arsenault s'est finalement rendu compte que cela «pourrait viser à entacher la réputation de la FTQ et du Fonds de solidarité». «Le Fonds, a-t-il ajouté, n'est pas et ne peut être le joujou financier de la FTQ.»

Quelle clairvoyance, à retardement, de la part de l'homme-clé de la FTQ et de son immense Fonds de solidarité de 6 milliards de dollars! Il a juste fallu lui rappeler, par l'entremise des médias, que ses prestigieuses fonctions exigeaient un minimum de jugement et de retenue à l'égard des chefs d'entreprise qui brassent des affaires avec le Fonds. Autre facteur sans doute déterminant dans la tardive clairvoyance de M. Arsenault: le reportage de la SRC sur les 125 000 \$ de menues dépenses (bouteilles de vin à 200\$ et souper à 3000\$) remboursées en six mois par la



PHOTO PAUL CHIASSON, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Après s'être fait dénoncer par Radio-Canada pour avoir passé des vacances sur le bateau de Tony Accurso, un riche entrepreneur en construction du Québec dans lequel le Fonds de solidarité a investi 114 millions de dollars, Michel Arsenault, grand patron de la FTQ, a promis de se garder à l'avenir une petite gêne avant d'accepter d'autres invitations de chefs d'entreprise.

FTQ à son ex-directeur général de la FTQ-Construction, Jocelyn Dupuis.

Dans sa récente lettre aux actionnaires, le PDG du Fonds de solidarité, Yvon Bolduc, affirme que le Fonds est régi par des règles de gouvernance des plus strictes et conformes à l'ensemble de l'industrie financière. Les actionnaires du Fonds n'ont jamais été lésés, dit-il, par les agissements reprochés dans les médias à des dirigeants de la FTQ.

Lors de l'entrevue accordée à *La Presse Affaires*, M. Bolduc a par ailleurs vanté les mérites de l'entrepreneur Tony Accurso, l'ami de son président par qui est arrivé l'accroc à la bonne gouvernance.

«Accurso, précise M. Bolduc, a souvent repris des entreprises sur le bord de la faillite et il les a relancées en sauvant des emplois. Au fil des années, il s'est développé une confiance dans la capacité de cet entrepreneur à faire des succès avec les investissements que nous avons faits dans ses entreprises.»

M. Bolduc a tenu à rappeler que les investissements de 114 millions du Fonds de la FTQ dans les entreprises de M. Accurso (dont le groupe Simard-Beaudry) ont rapporté un intéressant rendement de 12,8% par année. C'est l'un des meilleurs partenaires du Fonds, avec BioChem Pharma.

Avis aux détracteurs de monsieur Accurso!

Quoi qu'il en soit, se vanter d'avoir mis en place des processus de vérification et de contrôle rigoureux dans la sélection des investissements du Fonds de solidarité, c'est une chose. Mais encore faut-il que des dirigeants du Fonds de solidarité et de la FTQ ne viennent pas bousiller la crédibilité de ces mécanismes de bonne gouvernance.

Il ne faut pas prendre les 573 000 actionnaires du Fonds de solidarité pour des tartes: ils savent que les gros investissements de 5 millions et plus du Fonds de solidarité doivent être approuvés par le conseil d'administration du Fonds, dont la majorité des membres provient de la FTQ.



HP recommande Windows Vista® Business.

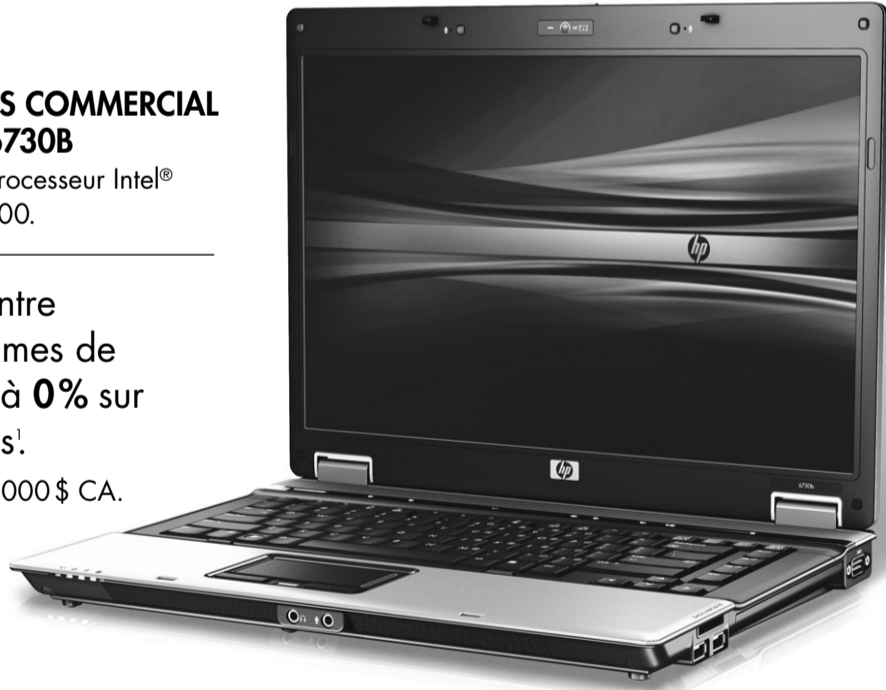
À partir de
1229 \$

**LE BLOC-NOTES COMMERCIAL
HP COMPAQ 6730B**

Alimenté par le processeur Intel® Core™2 Duo P8400.

Choisissez entre des programmes de financement à **0%** sur **12** ou **36** mois¹.

Achat minimal: 5 000 \$ CA.



POUR LA VIE DE VOTRE TECHNOLOGIE.
POUR LE BIEN DE VOTRE ENTREPRISE.

Le moment est venu de réduire vos risques. Pour demeurer concurrentiel, il vous faut investir dans la technologie. Pour conserver votre rentabilité, il vous faut garder l'œil sur vos rentrées de fonds. Qui dit que vous ne pouvez faire les deux à la fois? Tirez parti de l'un des deux programmes de financement à zéro p. cent offerts pour certains produits commerciaux HP. Choisissez entre un contrat de location de 12 mois à 0% pour une option comparable à l'achat au comptant, ou un contrat de location plus traditionnel à 0% sur 36 mois¹.

Facile et abordable, le financement HP élargit votre budget et libère vos liquidités. Mieux encore, vos coûts deviennent prévisibles dans un contexte qui l'est de moins en moins.

► Appelez au 1 866 885-4173 ◄ Cliquez sur hp.ca/financement ► Rendez-vous chez votre revendeur HP autorisé



© 2008 Hewlett-Packard Development Company, L.P. L'information contenue dans la présente est sujette à changement sans préavis. Microsoft et Windows sont des marques de commerce ou des marques déposées de Microsoft Corporation aux États-Unis et au Canada et (ou) dans d'autres pays. Les autres noms utilisés dans cette présentation servent à des fins d'identification seulement et peuvent être des marques de commerce de leurs propriétaires respectifs. Intel, le logo Intel, Intel Core, Intel Inside, le logo Intel Inside, Celeron, Celeron Inside, Centrino, le logo Centrino, Core Inside, Intel SpeedStep, Intel Vii, Itanium, Itanium Inside, Pentium, Pentium Inside, Xeon et Xeon Inside sont des marques de commerce ou des marques déposées de Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays. La numérotation d'Intel ne constitue pas une mesure de performance supérieure. L'architecture bicœur est une nouvelle technologie conçue pour améliorer la performance de certains logiciels. Assurez-vous de la compatibilité auprès de votre fournisseur de produits logiciels. Cette technologie pourrait ne pas convenir à tous les utilisateurs et à tous les logiciels. Ce système pourrait exiger la mise à niveau et (ou) l'achat de produits matériels, de pilotes et (ou) de logiciels pour tirer pleinement profit des fonctionnalités de Windows Vista. Plus d'info sur le site www.microsoft.com/windowsvista/getready/hardwareadvisor et <http://www.microsoft.com/windowsvista/getready/capable.aspx> (en anglais seulement). L'outil Windows Vista Upgrade Advisor pourra vous aider à déterminer quelles fonctionnalités Windows Vista seront prises en charge par votre ordinateur. Pour le télécharger, allez à l'adresse www.microsoft.com/windowsvista/getready/upgradeadvisor (en anglais seulement). Toutes les autres marques de commerce appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Un disque Windows Vista Business est également inclus pour une mise à niveau ultérieure si désiré. Pour être admissible à cette mise à niveau inférieure, l'utilisateur final doit être une entreprise (institutions gouvernementales et établissements d'enseignement compris) et doit commander au moins 25 systèmes clients par année avec la même image personnalisée. Le financement offert par l'entremise des Services financiers Hewlett-Packard et ses filiales (SFHP) aux clients commerciaux admissibles aux États-Unis et au Canada est sujet à l'approbation de crédit et au bon respect des documents de financement standard SFHP. L'offre est valable jusqu'au 30 avril 2009 pour des transactions variant entre 1 500 \$ US et 150 000 \$ US aux États-Unis et entre 5 000 \$ CA et 150 000 \$ CA au Canada. Le taux de location à 0% sur 12 mois se fonde sur une transaction documentée au titre d'un contrat de location comportant une option d'achat à 1 \$ (ou l'équivalent en monnaie locale) à la fin du bail, en supposant que le locataire n'est pas tenu de payer un prix symbolique à la fin du bail et indépendamment de tous frais exigibles du locataire autres que les mensualités à verser. Le financement à 0% sur 36 mois comporte un taux de location implicite, en supposant que le locataire n'exerce pas d'option d'achat à la juste valeur marchande à la fin du bail et retourne le matériel loué aux SFHP en temps opportun. D'autres frais, y compris des taxes, droits et frais d'expédition, peuvent s'appliquer. Tous les produits HP ne sont pas admissibles au taux de location de 0%. Tous les clients ne sont pas admissibles à ces taux. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. Les Services financiers Hewlett-Packard (SFHP) se réservent le droit de modifier ou d'annuler ces programmes en tout temps, sans préavis. Les modèles promotionnels Smart Buy offrent des économies fondées sur les prix affichés par HP Canada sur Internet et sur le prix courant de HP pour un produit équivalent configuré sur commande. Ces offres ne peuvent être jumelées avec aucune autre offre de prix spéciaux, y compris les tarifs spéciaux (et prix-cadres), du secteur public ou OCPN. Ces offres ne peuvent être jumelées avec aucune autre offre promotionnelle de HP, à moins d'indication contraire. Les prix indiqués sont ceux affichés sur Internet par HP Canada. Les prix peuvent varier et les revendeurs peuvent vendre à un prix moindre. Les produits peuvent différer légèrement de l'illustration. HP ne se tient responsable d'aucune erreur de prix ou de publication. Offres nulles là où la loi le interdit. En vigueur au Canada seulement. HP se réserve le droit de modifier ou d'annuler ces programmes en tout temps, sans préavis. Ces offres ne peuvent être jumelées avec aucune autre offre ou des prix spéciaux.

LA PRESSE AFFAIRES

À VOS MARQUES

LES SPORTS

Tous les jours dans **LA PRESSE**

CARRIÈRES

ET EMPLOIS

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM

LA PRESSE

GM économisera 1 milliard par année au Canada

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — General Motors économisera 1 milliard de dollars par année au Canada grâce à des changements dans ses activités et à des baisses de salaire de ses employés salariés en plus de 1 milliard supplémentaire en coûts futurs hérités principalement des paiements de pensions et de soins de santé, à la suite d'une entente intervenue avec les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA).

Dans une lettre adressée au sous-comité du Parlement canadien

chargé d'étudier l'industrie de l'auto, Arturo Elias, président de GM Canada, a soutenu que l'entreprise avait adopté des mesures « sans précédent » pour réduire ses coûts.

Il a ajouté que les patrons et les cols blancs de l'entreprise avaient aussi fait des sacrifices. Les patrons de GM ont accepté une réduction de 10% de leur salaire et ils ne toucheront pas de primes cette année, tandis que tous les employés salariés ont vu une « réduction substantielle de leurs avantages. »

En plus des 2 milliards évoqués plus haut, l'entreprise a indiqué

qu'elle avait réduit les coûts associés à ses employés à taux horaire à un niveau concurrentiel par rapport à ceux des constructeurs d'automobiles où les syndicats sont absents aux États-Unis. M. Elias n'a pas précisé combien l'entreprise économiserait à ce chapitre.

GM a économisé environ 900 millions dans le cadre d'une nouvelle convention signée avec les TCA l'an dernier, prévoyant un gel de salaires pendant trois ans. Les analystes estiment que la nouvelle convention réduira les coûts de 7\$ l'heure de plus par employé.

JUNIC

CONTRÔLEUR FINANCIER

Construction Junic recherche un dirigeant de haut niveau démontrant du leadership, du dynamisme et une vision d'affaires au poste de Contrôleur Financier à Gatineau.

Fonctions:
Relevant du président, vous êtes responsable d'initier, de recommander et de diriger l'application des plans stratégiques en conformité avec les orientations stratégiques de la société.

Tous les aspects comptables et budgétaires ainsi que l'équipe de comptabilité seront de votre responsabilité.

Vous devez démontrer votre capacité à gérer efficacement du personnel et à avoir la capacité de travailler en équipe.

Exigences:

- Détenir un titre CA, CMA ou CGA;
- Expérience d'un minimum de huit (8) ans dans un poste de responsabilité;
- Posséder un sens des affaires et du leadership;
- Bilinguisme est un atout important.

Pour de plus amples informations, veuillez voir notre site web www.junic.ca/fr/carrieres

Envoyez votre C.V. par courriel à: charlestremblay@junic.ca
Seul(e)s les candidat(e)s sélectionné(e)s seront contacté(e)s

17384634

RBOB 2346-9988-48

CARRIÈRES

ET EMPLOIS

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM

LA PRESSE

Commission de révision agricole du Canada / Canada Agricultural Review Tribunal

POSSIBILITÉ D'EMPLOI

Président ou présidente (poste à temps plein)
Salaire : 131 200 \$ à 154 400 \$

Commission de révision agricole du Canada
Endroit : Région de la capitale nationale

Nous acceptons actuellement les candidatures pour le poste de président ou présidente de la Commission de révision agricole du Canada. La Commission est un petit organisme quasi-judiciaire auquel le public peut s'adresser pour demander la révision de certaines décisions ou sanctions administratives imposées en vertu de diverses lois agricoles et agroalimentaires. La Commission joue donc un rôle important puisqu'elle assure l'équité et l'efficacité du régime de sanctions administratives pécuniaires. Le travail de la Commission consiste surtout à revoir les avis d'infraction que l'Agence canadienne d'inspection des aliments délivre aux termes de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire pour des violations de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux. Elle revoit aussi les décisions et les avis d'autres organismes, comme l'Agence des services frontaliers du Canada et l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire.

Le président ou la présidente de la Commission, qui doit être membre du Barreau d'une province depuis au moins 10 ans ou faire partie depuis au moins 10 ans de la Chambre des notaires du Québec, est membre à temps plein de la Commission et le premier dirigeant de celle-ci. Il ou elle doit rendre compte de l'efficacité et de l'efficience des activités de la Commission et faire rapport au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet ou pour connaître les critères de sélection de ce poste, veuillez consulter le <http://www.appointments-nominations.gc.ca/> ou le <http://www.rt-cr.gc.ca/>. Les candidats intéressés sont priés de soumettre leur demande au plus tard le 30 mars 2009.

1755617A

Canada

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada / Public Works and Government Services Canada

Possibilité d'emploi

Directeur général/directrice générale, Secteur de la gestion bancaire et de la trésorerie

Ministère : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Lieu : Gatineau (Québec)
Classification : EX-03
Traitement : De 123 000 \$ à 144 800 \$ par année
Date limite : le 7 avril 2009
Postes à doter : Un (1) poste à Gatineau (Québec)

En appui à la fonction de receveur général du Canada, vous serez responsable d'exercer un leadership à l'échelle du Ministère en ce qui concerne la gestion des rentrées et des sorties de fonds du gouvernement du Canada, de tous les paiements versés aux citoyens canadiens et aux entreprises en vertu de programmes gouvernementaux ainsi que des ententes bancaires concernant la prestation de services aux organisations fédérales et aux Canadiens.

Admissibilité : Toute personne résidant au Canada ou citoyen canadien résidant à l'étranger. La préférence sera accordée aux citoyens canadiens.

Exigences linguistiques : Poste bilingue

Études : Diplôme d'une université reconnue dans un domaine lié aux fonctions du poste OU titre comptable professionnel reconnu (CA, CMA ou CGA).

Expérience : Doit avoir de l'expérience dans les domaines suivants:

- direction de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques ainsi que de programmes et de systèmes importants, au niveau de la direction;
- gestion de ressources humaines et financières, au niveau de la haute direction.

Les candidats doivent démontrer clairement dans leur lettre d'accompagnement en quoi ils satisfont aux qualifications essentielles que l'on retrouve à l'adresse suivante: www.emplois.gc.ca sous le numéro de référence SVC08J-007016-000016.

Pour savoir comment soumettre votre candidature, veuillez consulter le site www.emplois.gc.ca ou appeler Infotel au numéro 1-800-645-6505 ou le service TTY au 1 800-532-9397.

1740286

Canada

Collège Jean de la Mennais

Ecole secondaire privée mixte

DIRECTION ADJOINTE
Deux (2) postes
Postes réguliers (temps plein)
(Ouvert à l'interne et à l'externe simultanément)

Rendez-vous à www.jeandelamennais.qc.ca
à la rubrique Offres d'emploi pour plus de détails

Entrée en fonction : 17 août 2009

Salaire selon la politique salariale du collège

Adresser votre C.V. avant 16 h lundi 6 avril 2009 à :

Direction générale
870, chemin de Saint-Jean
La Prairie (Québec) J5R 2L5
Télécopieur : (450) 659-3717

Courriel : administration@jeandelamennais.qc.ca

Le Collège Jean de la Mennais souscrit aux principes de l'égalité en emploi. Seuls les candidats et candidates retenus seront contactés.

1763744

JOURNÉE PORTES OUVERTES

SAMEDI 28 MARS 2009 DE 10h À 15h

Pour une carrière qui vous sort de l'ordinaire!

7070, BOULEVARD PERRAS, MONTRÉAL (QUÉBEC) H1E 1A4

leSoleil

Le Soleil est publié 7 jours par semaine et dessert plus de 400 000 lecteurs dans la Capitale nationale et dans l'Est du Québec. Le Soleil fait partie de Gesca qui produit ou publie, par l'intermédiaire de ses filiales, sept quotidiens au Québec et en Ontario, notamment La Presse, des sites web d'information dont Cyberpresse, de nombreux magazines spécialisés, des livres ainsi que plusieurs émissions de télévision. Gesca est une propriété exclusive de Power Corporation du Canada (TXS: POW).

LE SOLEIL est actuellement à la recherche de candidat(e)s pour agir à titre de

VICE-PRÉSIDENT(E) VENTES ET MARKETING

RÉSUMÉ DES FONCTIONS :

Relevant du président et éditeur, vous êtes responsable de l'ensemble des activités de gestion et de développement des ventes de publicité. À l'affût des besoins des annonceurs, vous devez vous assurer que votre équipe ainsi que l'équipe chargée des comptes nationaux exploitent au maximum le potentiel de vente de publicité dans le marché desservi par Le Soleil. Avec l'aide de vos collaborateurs immédiats, vous devrez gérer une quarantaine d'employés dont 17 conseillers publicitaires.

PROFIL RECHERCHÉ :

Le (la) candidat(e) recherché(e) doit posséder un baccalauréat en administration et une expérience d'au moins 10 ans en direction des ventes publicitaires. Toute autre combinaison d'expérience et de compétence équivalente sera considérée. Bilingue et possédant une bonne connaissance du marché de la publicité de la région de Québec, il (elle) devra également faire preuve d'esprit d'analyse, de dynamisme, de créativité et de leadership.

CONDITIONS DE TRAVAIL :

L'entreprise offre une rémunération des plus compétitives ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux.

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront faire parvenir leur curriculum vitae avant le 3 avril 2009 à :

leSoleil

Concours : VICE-PRÉSIDENT(E) VENTES ET MARKETING
410, boulevard Charest Est
C.P. 1547, succ. Terminus
Québec (Québec) G1K 7J6
pascalecote@lesoleil.com

1765960A

Hôpital Rivière-des-Prairies
Centre hospitalier de soins psychiatriques

Leur mieux-être toujours en tête

www.hrdp.qc.ca

L'Hôpital Rivière-des-Prairies, le seul centre à la fois spécialisé en pédopsychiatrie et reconnu pour son expertise en troubles neurodéveloppementaux, invite les psychologues, les infirmières, les préposés aux bénéficiaires ainsi que les étudiants dans ces spécialités à une journée portes ouvertes.

Au programme

- Rencontre avec des professionnels de l'HRDP
- Témoignages
- Visite des lieux

une expertise exceptionnelle en santé mentale, des soins professionnels et humains

L'HRDP

Pour plus d'informations et pour confirmer votre présence, 514 323-7260 poste 2032.
dotationgrh.hrdp@sss.gouv.qc.ca

1733351A



PHOTO LARRY DOWNING, ARCHIVES REUTERS

L'échéance du remboursement de l'emprunt de Goldman Sachs au Trésor américain est bien plus rapprochée que ce qu'avait évoqué jusqu'ici le PDG, Lloyd Blankfein.

AIDE FINANCIÈRE DE 10 MILLIARDS US

Goldman Sachs pourrait rembourser l'État d'ici un mois

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — La banque d'affaires américaine Goldman Sachs pourrait rembourser les 10 milliards US injectés à l'automne par le Trésor d'ici la fin d'avril, soit bien plus vite qu'aucune de ses homologues, selon le *New York Times* d'hier, citant des personnes proches du dossier.

Le quotidien indique que cette échéance est bien plus rapprochée que ce qu'avait évoqué jusqu'ici le PDG, Lloyd Blankfein.

Un porte-parole de la banque interrogé par l'AFP s'est refusé à tout commentaire, se bornant à rappeler que le directeur financier, David Viniar, avait récemment redit la volonté de la banque de rembourser le contribuable.

«Il n'est jamais trop tôt pour y penser», avait-il dit.

Les discussions avec le Trésor sur les modalités du remboursement pourraient commencer dès la semaine prochaine, a ajouté le journal. «C'est devenu impossible de travailler dans ce climat», a expliqué au *New York Times* un cadre dirigeant de la banque.

Les capitaux injectés par les pouvoirs publics s'accompagnent en effet d'une tutelle de l'État, et surtout d'une pression de l'opinion très sensible à ce qu'elle peut percevoir comme une mauvaise utilisation de son argent.

Le quotidien new-yorkais explique qu'en tout état de cause, avec une centaine de milliards de dollars de liquidités, la banque a les moyens de se libérer

de ce cadeau empoisonné, mais souligne qu'une telle initiative pourrait embarrasser d'autres établissements se trouvant dans une position moins favorable.

Huit patrons de banque convoqués le mois dernier au Congrès pour essayer la colère des parlementaires avaient affiché leur intention de rembourser.

La semaine dernière, le PDG de Bank of America (renflouée à hauteur de 45 milliards US), Ken Lewis, avait indiqué qu'il pensait pouvoir le faire à la fin de 2009 ou au début de 2010.

Lundi, le *Wall Street Journal* indiquait que le remboursement des fonds de Goldman Sachs pourrait être facilité par la cession de parts dans la banque chinoise ICBC pour 1 milliard US.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Appel d'offres



Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine
Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal H2Y 1C6, pour:

Catégorie: Travaux
Appel d'offres: 5350
Descriptif: Travaux d'aménagement intérieur – Direction de la gestion stratégique des réseaux d'unité d'eau, unité sud; 7277, rue Cordner, arrondissement LaSalle. **Visite obligatoire le 31 mars 2009 à 9h30.**
Date d'ouverture: 22 avril 2009

Dépôt de garantie: 10 % (Cautionnement ou chèque visé)
Documents: Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 25 mars 2009 aux bureaux de la Direction des Immeubles, 801, rue Brennan, 10e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 (de 8 h 30 à 12 h – 13 h à 16 h 30), contre un paiement de 35 \$, non remboursable.

Renseignements: Assya Bendeddouch, gestionnaire immobilier, 514 872-3959
Vente du cahier des charges:
Téléphone: 514 872-0187
Télécopieur: 514 872-4756
Tout paiement doit être fait au comptant ou sous forme de chèque certifié à l'ordre de:

Ville de Montréal.
Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés par la Ville et transmise dans l'enveloppe prévue à cette fin.
Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.
Montréal, le 25 mars 2009
Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

1756174

AVIS DE CORRECTION DE - Best Buy
A notre précieuse clientèle: Nous sommes désolés des inconvéniens qu'aurait pu causer notre erreur dans notre circulaire du: 20 mars - 26 mars. Produit: iMac D'Apple de 24 po (MB418LL/A) À la page 6 de la circulaire du 20 mars, veuillez noter que ce produit est vendu avec un clavier compact - la version sans le clavier numérique. De plus, la télécommande n'est pas comprise. Malheureusement, des images erronées ont été affichées dans la circulaire.UGS:10120796

1766269

APPEL D'OFFRES

Projet: Fourniture de blousons molletonnés

Dossier: P09-011

Ouverture: Le 15 avril 2009 à 14 h 00 (heure locale)

Document disponible au coût de cinquante dollars (50\$) (argent comptant ou chèque visé) non remboursable, à compter du mercredi 25 mars 2009 à 13 h 30, au Service des achats du RTL, 1150, boul. Marie-Victorin, Longueuil.

Un cautionnement de soumission de 15 000 \$ est requis pour soumissionner.

Pour informations, s'adresser au (450) 442-8600 poste 8634.

Nos bureaux sont ouverts du lundi au jeudi de 8h30 à 16h30 et le vendredi de 8h30 à 15h00.

Réseau de transport de Longueuil

rtl-longueuil.qc.ca

1765528A

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE (paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite:

GYSLAINE MARCIL, consultante, domiciliée au 35, Chemin Bélanger, Saint-Sauveur QC J0R 1R2, ayant déjà fait affaires seule sous les nom et raison sociale de «G.M. Recherche de Cadres» à la même adresse.

Avis est par les présentes donné que la faillite de **GYSLAINE MARCIL** est survenue le 19^e jour de mars 2009 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 7^e jour d'avril 2009 à 10 h 00 au bureau du syndic, 723, rue Labelle, en la Cité de Saint-Jérôme, dans la Province de Québec.

Daté de Saint-Jérôme, ce 20^e jour de mars 2009.

MICHEL VERDIER ET ASSOCIÉS INC., Syndic
MICHEL VERDIER,
Responsable de l'actif

michel verdier & associés inc.
syndic de faillite et gestionnaire

723, rue Labelle
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 5M2
Tél.: (450) 438-3551 - (450) 438-2026
Télex.: (450) 436-5683

1763890A

TRIBUNAL FÉDÉRAL DE 1ÈRE INSTANCE DES ÉTATS-UNIS POUR LE DISTRICT NORD DE L'ILLINOIS DIVISION EST

Au sujet des recours collectifs sur les valeurs mobilières de HOLLINGER INTERNATIONAL INC. Action civile cons. n°: 04-C-0834 JUGE DAVID H. COAR

Le présent document se rapporte à: **RECOURS COLLECTIF**

TOUTES LES ACTIONS.

BETHEL, et autres, *Requérants,*
contre BLACK, et autres, *Intimés.*

DROVER, et autres, *Requérants,*
contre ARGUS CORPORATION, LTD., et autres, *Intimés.*

BETHEL, et autres, *Requérants,*
contre BLACK, et autres, *Intimés.*

AVIS SOMMAIRE DE RÉGLEMENT PROPOSÉ DES RECOURS COLLECTIFS

À L'ATTENTION DE : TOUS LES ACHETEURS DE VALEURS MOBILIÈRES D' HOLLINGER INTERNATIONAL INC. (AUJOURD'HUI CONNUE SOUS LE NOM DE SUN-TIMES MEDIA GROUP INC.) (« HOLLINGER INTERNATIONAL ») OU HOLLINGER INC. ENTRE LE 13 AOÛT 1999 ET LE 31 MARS 2003, INCLUSIVEMENT (LE « GROUPE DU RÉGLEMENT »)

VOUS ÊTES PAR LA PRÉSENTE AVISÉ (E) que les recours mentionnés en titre du présent avis ont été certifiés, ou dans le cas du Québec, autorisés comme étant des recours collectifs pour certains objectifs et qu'un règlement d'un montant de trente-sept millions cinq cent mille dollars américains (37 500 000 dollars américains) a été proposé. Des auditions seront tenues devant les tribunaux suivants mentionnés en titre du présent avis, aux dates et heures suivantes pour déterminer si: (i) le règlement proposé, qui inclut une quittance visant les réclamations contre les intimés visés par le règlement et d'autres parties, doit être approuvé par les tribunaux comme étant équitable, raisonnable et adéquat; (ii) les demandes d'octroi des honoraires d'avocats et de remboursement des frais encourus par les avocats des requérants aux États-Unis et au Canada doivent être approuvés; et (iii) le plan de distribution des fonds du règlement doit être approuvé comme étant équitable et raisonnable:

DATES, HEURES ET LIEUX DES AUDITIONS SUR L'APPROBATION DU RÉGLEMENT

Tribunal Fédéral de 1ère Instance des États-Unis District nord de l'Illinois 219 S. Dearborn Street Chicago, IL 60604-1701 le 11 juin 2009, 9 h 00	Cour du Banc de sa Majesté la Reine Centre judiciaire de Saskatoon 520 Spadina Crescent East Saskatoon, Saskatchewan, Canada S7K2H6 le 29 juillet 2009, 10 h 00
Cour supérieure de justice de l'Ontario, Canada 330 University Avenue, 8th Floor Toronto, Ontario, Canada M5G1E6 le 13 juillet 2009, 10 h 00	Cour supérieure du Québec Palais de Justice de Montréal 1, rue Notre-Dame Est Montréal, Québec, Canada H2Y 1B6 le 21 juillet 2009, 9 h 15

SI VOUS ÊTES UN MEMBRE DU GROUPE DÉCRIT CI-DESSUS, VOS DROITS SERONT AFFECTÉS ET IL SE PEUT QUE VOUS AYEZ LE DROIT À UNE PART DU FONDS DE RÉGLEMENT. Si vous n'avez pas encore reçu la version intégrale et imprimée de l'avis relatif au règlement proposé des recours collectifs, aux demandes d'honoraires des avocats et aux auditions concernant l'approbation du règlement (« l'avis ») et le formulaire de preuve de réclamation et de quittance (« preuve de réclamation »), vous pouvez obtenir des copies de ces documents en vous rendant à l'adresse : www.hollingerinternationalsettlement.com ou en contactant :

Hollinger International Securities Litigation
[Recours collectifs sur les valeurs mobilières Hollinger International]
Valley Forge Administrative Services, Inc.
One Aldwyn Center
P.O. Box 220
Villanova, PA 19085-0220
Téléphone : 877-965-3300
Courriel : info@hollingerclaims.com

Les demandes, autres que celles pour obtenir le texte de l'avis et le formulaire de preuve de réclamation, peuvent être faites auprès des avocats des requérants aux États-Unis ou au Canada :

John C. Kairis GRANT & EISENHOFER P.A. Chase Manhattan Centre 1201 North Market Street Wilmington, Delaware 19801 Téléphone : (302) 622-7000	Darren J. Robbins Ellen Guskoff Stewart COUGHLIN STOIA GELLER RUDMAN & ROBBINS LLP 655 West Broadway, Suite 1900 San Diego, CA 92101 Téléphone : (619) 231-1058
E. F. Anthony Merchant Richard Yaholitsky THE MERCHANT LAW GROUP 83 St. Paul Ouest Montreal, Québec H2Y 1Z1 Canada Téléphone : (514) 842-7776	

Pour participer au règlement, vous devez soumettre un formulaire de preuve de réclamation au plus tard le 8 juillet 2009. Tel que décrit de façon plus détaillée dans l'avis, la date limite de soumission des objections est le 12 mai 2009 et la date limite pour les demandes d'exclusion du règlement est le 29 avril 2009.

Vous pouvez également obtenir des informations supplémentaires en adressant votre demande par écrit à l'administrateur des réclamations, Valley Forge Administrative Services, Inc., à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Le présent avis a été approuvé par la Cour supérieure du Québec

1766078

Des écueils guettent le marché du travail

TRAVAIL

suite de la page 1

Toutes les industries de biens durables vivent le même malaise. Dans le cas du bois et des métaux, le niveau des stocks atteint des sommets.

Cela frappe forcément les régions canadiennes de manière inégale. L'Ontario a longtemps été choyé par l'industrie automobile. Elle en fait maintenant les frais.

Depuis septembre, note M. Porter, le taux de chômage a bondi de 6,2 % à 7,7 %, d'un océan à l'autre. Des 10 régions

Dans le cas du bois et des métaux, le niveau des stocks atteint des sommets.

métropolitaines les plus touchées, neuf sont en Ontario, l'exception étant Victoria. Le taux de chômage atteint maintenant ainsi 12,6 % à Windsor et 9,5 % à St. Catherines.

Ces chiffres sont confirmés aussi par les données de janvier de l'assurance emploi publiées hier par Statistique Canada. D'un océan à l'autre, le nombre de prestataires a grimpé de 4,4 % entre décembre et janvier, mais de

21,3 % en un an. Le Québec s'en tire nettement mieux avec une hausse de 9,3 %.

En Ontario, le bond annuel atteint 43 %. Mince consolation, l'Alberta et la Colombie-Britannique enregistrent des poussées plus inquiétantes.

Ces deux dernières provinces sont en outre très vulnérables à la correction qui sévit dans la construction résidentielle. L'an dernier, l'emploi dans ce secteur avait bondi de 8,6 % à l'échelle canadienne alors qu'il a diminué de 7,4 % aux États-Unis, selon les données comparatives publiées hier aussi par l'agence fédérale.

En deux mois cette année, le nombre de mises en chantier a plongé, mais les prix avaient commencé à diminuer dès l'automne dans l'Ouest et, dans une moindre mesure en Ontario.

Très recherchés naguère encore, les ouvriers de la construction peinent davantage à trouver de l'ouvrage. En deux mois, 47 600 sont venus grossir les rangs des chômeurs, de St. John's à Victoria.

La saignée de 3,9 % de l'emploi dans ce secteur à l'échelle canadienne est encore bien mal répartie: 5,6 % en Ontario, 6,4 % en Saskatchewan, 5,3 % en Alberta, mais un gain de 0,9 % au Québec...

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

Transports Canada Transport Canada

AVIS AUX PLAISANCIERS

À compter du 15 septembre 2009, une preuve de compétence sera exigée :

- pour tous les conducteurs d'embarcations de plaisance motorisées, peu importe leur âge ou la longueur de leur embarcation.

Actuellement, une preuve de compétence est requise :

- pour tous les conducteurs nés après le 1^{er} avril 1983;
- pour tous les conducteurs d'embarcations de plaisance motorisées de moins de 4 mètres de longueur. Cela comprend les motomarines.

La carte de conducteur d'embarcation de plaisance est la preuve de compétence la plus courante.

Carte de conducteur d'embarcation de plaisance *Pleasure Craft Operator Card*

Canada

Pour apprendre à conduire prudemment votre embarcation, vous avez besoin de formation et d'expérience. Transports Canada vous recommande de suivre un cours de sécurité nautique d'un fournisseur de cours agréé. Ce cours vous sensibilise davantage aux pratiques de sécurité nautique et vous indique comment éviter les problèmes et réduire les risques.

Commencez la saison de navigation du bon pied en obtenant votre preuve de compétence. Pour savoir comment obtenir une *carte de conducteur d'embarcation de plaisance* ou pour être au courant des plus récents renseignements sur la navigation de plaisance, consultez le www.securitenautique.gc.ca ou composez le numéro de la Ligne de renseignements nautiques, le 1-800-267-6687.

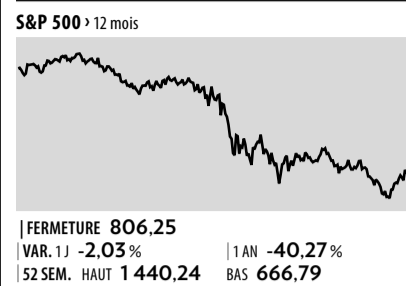
1758572A



LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

> ÉTATS-UNIS



> DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION 1 J	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	41 475,83	-962,72	-2,27
CAC 40 (France)	2 874,39	4,82	0,17
DAX (Allemagne)	4 187,36	10,99	0,26
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	1 832,15	2,81	0,15
FTSE 100 (Angleterre)	3 911,46	-41,35	-1,05
Hang Seng (Hong Kong)	13 910,34	462,92	3,44
Mexico Bolsa (Mexique)	20 242,61	-103,82	-0,51
Milan MIB30 (Italie)	16 713,00	24,00	0,14
NIKKEI 225 (Japon)	8 488,30	272,77	3,32
S&P/ASX 200 (Australie)	3 580,00	29,70	0,84
Shanghai (Chine)	2 338,42	12,94	0,56
Swiss Market (Suisse)	4 923,66	-7,41	-0,15

> CANADA



PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ISHARES CDN S&P/T (XIU)	15 834 440	13,52	-1,67
SUNCOR ENERGY (SU)	15 415 372	28,50	-7,29
HORIZONS BETAPRO (HOU)	14 624 113	7,43	-1,20
MANULIFE FINANC. (MFC)	13 503 369	15,44	-5,04
TECK COMINCO/B (TCK.B)	12 973 441	6,78	2,11
URANIUM ONE INC (UUU)	9 521 232	2,97	9,59
PETRO-CANADA (PCA)	8 734 064	34,01	-4,73
BANQUE ROYALE (RY)	8 684 588	37,10	-2,21
BOMBARDIER/B (BBD.B)	7 622 086	3,02	0,67
YAMANA GOLD (YRI)	7 239 626	11,46	0,53
TALISMAN ENERGY (TLM)	6 692 762	13,94	-3,66
HORIZONS BETAPRO (HGU)	6 486 420	13,65	-1,44
HUDBAY MINERALS (HBM)	6 047 151	6,00	3,45
HORIZONS BETAPRO (HFU)	5 102 067	4,88	-3,94
BANQUE DE MONTREAL (BMO)	4 530 750	34,00	-0,35
BANQUE TD (TD)	4 489 900	43,73	-3,89

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
SUNOPTA (SOY)	95 820	2,56	28,00
IMRIS (IM)	46 944	2,80	17,16
CATHEDRAL ENERGY (CET.U)	117 248	4,02	14,86
MINEFINDERS (MFL.W)	1 550	5,30	12,29
SN PLUS (VNP)	300 983	5,80	12,19

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
FAIRFAX FINANCIAL (FFH)	37 684	317,00	7,75
MANULIFE FINAN. (MFT.M)	7 000	88,00	3,00
MACDONALD DETTW. (MDA)	100 272	25,45	2,00
NIKO RESOURCES (NKO)	153 057	57,17	1,89
POTASH CORP OF SA (POT)	1 530 526	103,06	1,74

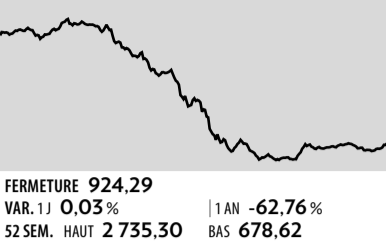
TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
US GOLD CAN. (UXE)	4 010	2,28	-13,64
FIRST QUANTUM (FM)	2 728 964	36,50	-13,55
WEST ENERGY (WTL)	62 686	2,23	-8,98
CREW ENERGY (CR)	933 229	4,39	-8,92
GALLEON ENERGY (GO)	1 248 176	3,77	-8,72

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
FIRST QUANTUM (FM)	2 728 964	36,50	-5,72
SUNCOR ENERGY (SU)	15 415 372	28,50	-2,24
CENTRAL GOLDTRUST (GTU.U)	7 310	54,58	-1,92
CANADIAN NAT. RES (CNQ)	2 375 224	51,18	-1,78
BANQUE TD (TD)	4 489 900	43,73	-1,77

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois

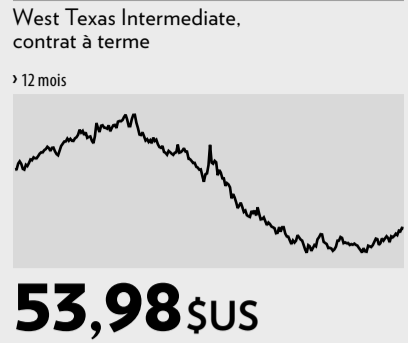


PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
OILEXCO (OIL)	17 237 114	0,28	60,00
YANKEE HAT MINE. (KHT)	7 391 000	0,04	14,29
CANADIAN PHOENIX (CPH)	5 588 000	0,03	25,00
GOLD WHEATON GOLD (GLW)	4 841 470	0,24	2,13
SILVERSTONE RES. (SST)	3 430 964	1,85	2,78
CENTURY MINING (CMT)	3 084 200	0,14	16,67
MART RESOURCES (MMT)	2 436 000	0,09	5,88
GOLD WHEATON (GLW.W)	2 149 000	0,06	-8,33
ARCTIC STAR DIAM. (ADD)	1 967 700	0,03	66,67
MAGINDUSTRIES (MAA)	1 508 900	0,21	-6,67

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE



FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	14,02	-0,13	-0,92	-31,83
S&P/TSX 60 (XIU)	13,52	-0,23	-1,67	-29,77
S&P/TSX fin. (XFN)	15,23	-0,34	-2,18	-34,66
S&P/TSX éner. (XEG)	14,15	-0,34	-2,35	-33,80
S&P/TSX or (XGO)	20,49	-0,18	-0,87	0,91
Oblig. c. terme (XSB)	29,38	-0,03	-0,10	2,16
Oblig. l. terme (XSB)	29,36	-0,07	-0,24	-0,03
S&P 500 (XSP)	9,46	-0,24	-2,47	-43,66

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERMETURE (\$)	VARIATION 1 J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. B. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
TÉLÉCOMS	658,81	1,33	-8,61					
▲ BCE (BCE)	23,95	0,60	2,57	38 843	-4,70	18 958	40,29	20,94
▲ Rogers (RCL.B)	30,72	0,38	1,25	13 535	-16,04	19 758	46,46	25,40
Telus (T)	34,81	0,00	0,00	4 777	-6,35	10 835	48,87	30,63
INDUSTRIELLES	817,31	0,26	-10,87					
▲ Garda (GW)	1,69	0,30	21,58	2 376	10,46	53	18,96	0,57
▲ Transat (TRZ.B)	7,20	0,24	3,45	738	-40,74	235	24,13	6,51
▲ Genivar (GNV.U)	22,50	0,70	3,21	277	-10,71	322	27,87	16,19
▲ CAE (CAE)	7,44	0,22	3,05	8 749	-8,15	1 897	13,95	5,62
Bombardier (BBD.B)	3,02	0,02	0,67	76 221	-32,13	5 320	8,97	2,22
Canadian Pacific (CP)	39,59	0,04	0,10	8 017	-3,39	6 643	75,00	32,36
Stella-Jones (SJ)	18,25	0,00	0,00	1	11,28	229	38,99	12,50
Transforce (TFI)	3,65	0,00	0,00	1 113	-12,05	299	9,15	2,78
Velan (VLN)	11,15	0,00	0,00	0	-2,28	249	13,51	10,00
Canadian National (CNR)	44,20	-0,16	-0,36	13 398	-1,30	20 697	58,44	37,85
Transcontinental (TCL.A)	6,11	-0,04	-0,65	1 499	-38,59	498	20,81	5,42
▼ Laperr. & Verreault (GLV.A)	5,67	-0,06	-1,05	39	-26,84	151	15,37	3,76
▼ Quinc. Richelieu (RCH)	16,69	-0,18	-1,07	100	-4,52	367	22,86	13,56
▼ SNC-Lavalin (SNC)	31,91	-0,69	-2,12	4 220	-19,60	4 818	61,95	26,00
▼ ACE Aviation (ACE)	5,66	-0,36	-5,98	333	-16,15	197	22,22	2,42
CONSOMMATION AUTRE	756,42	0,16	-6,53					
▲ Reitmans (RET.A)	11,39	0,79	7,45	655	-2,23	777	19,37	8,09
▲ Pages Jaunes (YLO.U)	6,39	0,19	3,07	29 464	-4,48	3 241	11,69	4,68
▲ Dorel (DII.B)	17,31	0,51	3,04	1 256	-38,18	556	36,50	15,00
▲ Uni-Select (UNS)	26,44	0,44	1,69	66	15,31	521	28,15	18,20
▲ Thomson Reuters (TRI)	32,71	0,45	1,40	12 545	-8,12	26 336	39,78	24,83
Canadian Tire-A (CTC.A)	44,85	0,14	0,31	2 154	3,22	3 690	70,00	36,56
Astral Media (ACM.A)	26,81	0,02	0,08	1 222	9,88	1 505	39,77	19,41
BMTIC (GBT.A)	18,50	0,00	0,00	0	5,65	504	19,49	15,02
Le Château (CTU.A)	7,75	0,00	0,00	39	4,03	216	14,24	6,31
TVA (TVA.B)	8,25	0,00	0,00	22	57,74	190	17,10	4,81
Shaw (SJR.B)	19,99	-0,01	-0,05	21 811	-7,50	8 595	24,20	17,37
▼ Cogeco Câble (CCA)	31,90	-0,36	-1,12	820	-7,56	1 549	44,59	26,08
▼ Magna (MG.A)	34,01	-0,48	-1,39	2 810	-7,46	3 830	81,66	25,44
▼ Rona (RON)	11,80	-0,20	-1,67	3 534	-1,67	1 367	14,78	10,03
▼ Quebecor (QBR.B)	17,55	-0,45	-2,50	941	-10,60	1 130	33,45	13,80
▼ Gildan (GIL)	9,93	-0,33	-3,22	5 584	-30,02	1 198	40,08	7,35
SERVICES PUBLICS	1 390,11	0,10	-7,92					
▲ Gaz Métro (GZM.U)	14,82	0,16	1,09	449	12,70	1 785	16,30	10,63
Canadian Utilities (CU)	39,84	0,13	0,33	1 590	-1,63	4 986	48,00	33,11
Fortis (FTS)	23,82	0,01	0,04	4 953	-3,13	4 031	29,94	20,70
Innervex (IEF.U)	9,01	0,00	0,00	590	-2,07	265	13,23	8,00
Boralax (BLX)	6,27	-0,04	-0,63	718	-16,95	237	18,79	5,06
TransAlta (TA)	19,19	-0,14	-0,72	8 205	-21,03	3 797	38,10	17,96
TECHNOLOGIES	195,77	0,06	8,43					
CGI (GIB.A)	9,75	0,07	0,72	7 336	1,56	3 008	12,02	8,30
Nortel Networks (NT)	0,11	0,00	0,00	12 323	-67,19	52	10,83	0,08
Research in Motion (RIM)	54,79	-0,21	-0,38	17 280	10,69	31 018	150,30	44,23
▼ Exfo (EXF)	4,16	-0,12	-2,80	271	6,94	248	6,19	2,46
CONSOMMATION COURANTE	1 378,15	-0,23	-5,42					
▲ Couche-Tard (ATD.B)	12,65	0,73	6,12	17 799	-12,40	2 481	16,50	10,11
▲ Molson (TPX.B)	43,48	0,99	2,33	21	-26,52	1 077	60,32	40,25
▲ Saputo (SAP)	21,73	0,34	1,59	2 334	-1,99	4 497	29,85	18,38
Lassonde (LAS.A)	35,00	0,00	0,00	46	7,49	322	49,99	31,00
Jean Coutu (PIC.A)	8,04	-0,05	-0,62	2 738	-3,13	1 897	10,91	6,01
Loblaw (L)	30,63	-0,20	-0,65	2 549	-12,41	8 398	37,57	26,11
Metro (MRU)	39,28	-0,36	-0,91	4 688	6,16	4 375	40,00	22,75
▼ Shoppers Drug Mart (SC)	44,17	-0,45	-1,01	6 594	-8,08	9 598	58,23	41,39
▼ Weston (George) (WN)	58,55	-1,14	-1,91	1 264	-2,34	7 557	67,43	41,83
MATÉRIAUX	2 402,22	0,12	5,66	20 054	86,67	521	2,25	0,75

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (SUS/boisseau)	5,35	-2,59	-47,55
Cacao (SUS/livre)	1,18	0,62	15,19
Café (SUS/livre)	1,17	-0,64	-9,32
Maïs (SUS/boisseau)	3,94	-0,44	-24,96
Soya (SUS/boisseau)	9,67	1,20	-23,07
Sucre (SUS/livre)	0,13	-3,06	9,06

ÉNERGIE

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (SUS/gallon)	1,49	0,30	-43,49
Gaz naturel (SUS/gigagoule)	4,34	1,14	-53,45
Mazout (SUS/gallon)	1,49	1,34	-49,70

Source : New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTAUX

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Aluminium (SUS/livre)	0,62	-2,35	-50,40
Argent (SUS/once)	13,32	-3,91	-21,96
Cuivre (SUS/livre)	1,77	-2,38	-49,79
Étain (SUS/livre)	4,70	-2,31	-47,03
Nickel (SUS/livre)	4,37	-1,94	-65,97
Palladium (SUS/once)	207,40	-2,72	-52,33
Platine (SUS/once)	1 123,30	-1,75	-40,54
Plomb (SUS/livre)	0,57	-6,71	-52,79
Zinc (SUS/livre)	0,55	-2,67	-45,93

Source : London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	5,50	01-06-2009	100,93	0,41	-0,01
Canada	9,50	01-06-2010	110,26	0,77	-0,08
Canada	9,00	01-03-2011	114,96	1,14	-0,13
Canada	6,00	01-06-2011	110,34	1,18	-0,13
Canada	10,25	15-03-2014	139,87	1,81	-0,72
Canada	9,75	01-06-2021	165,57	3,20	-1,77
Canada	8,00	01-06-2023	150,54	3,45	-1,25
Canada	8,00	01-06-2027	155,83	3,73	-1,26
Canada	5,75	01-06-2029	127,96	3,76	-1,18

LES PROVINCES

Hydro Québec	11,00	15-08-2020	154,60	4,73	-1,43
Manitoba	7,75	22-12-2025	128,61	5,17	-1,06
New Brunswick	6,00	27-12-2017	113,28	4,17	-1,23
Newfoundland	6,15	17-04-2028	110,58	5,26	-1,02
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	115,17	5,29	-1,02
Ontario	6,25	2-03-2013	115,71	3,23	-0,17
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	138,02	5,03	-1,10
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	136,33	5,06	-1,13
PEI	8,50	27-10-2015	128,62	3,58	-0,93
Québec	6,00	01-10-2029	109,06	5,27	-1,12

LES CORPORATIONS

Bell Canada	7,00	24-09-2027	87,93	8,28	-0,60
Bombardier	7,35	22-12-2026	66,50	11,93	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	95,94	6,47	-0,75
Gtaa	6,45	03-12-2027	93,54	7,07	-0,71
Investors Gr	6,65	13-12-2027	87,13	7,98	-0,63
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	93,58	7,38	-0,69

TAUX D'INTÉRÊT

	FERMETURE	RENDEMENT	
		SEMAINE	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	0,75	0,00	-3,00
Taux préférentiel	2,50	0,00	-2,75
Fonds à un jour	0,50	0,00	-3,00
Bons du Trésor (3 mois)	0,37	-0,02	-1,06
Obligations (2 ans)	1,10	0,09	-1,64
Obligations (10 ans)	2,89	-0,03	-0,63

ÉTATS-UNIS

Taux d'escompte	0,50	0,00	-2,00
Taux préférentiel	3,25	0,00	-2,00
Fed funds	0,25	0,00	-2,00
Bons du trésor (3 mois)	0,20	-0,02	-0,87
Obligations (2 ans)	0,91	-0,12	-0,89
Obligations (10 ans)	2,70	-0,31	-0,86

OR

New York

923,80 \$US

Variation 1 JOUR **-28,70 \$US**

Variation 1 SEMAINE **+0,76 \$US**

Variation 1 AN **+0,56 \$US**

DOLLAR CANADIEN

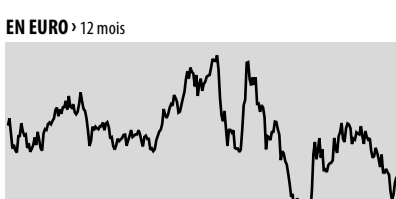


81,18 ¢US

VARIATION **-0,62 ¢**

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un dollar US **123,18 ¢**



0,6040 €

VARIATION **+0,0036 €**

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un euro **1,6556 \$**

LES DEVICES DANS LE MONDE

Afrique du Sud	1 \$ vaut	7,70 rands	Japon	1 \$ vaut	79,51 yens
Australie	1 \$ vaut	1,17 dollar	Liban	1 \$ vaut	1 847,39 livres
Brazil	1 \$ vaut	1,83 real	Mexique	1 \$ vaut	11,68 pesos
Chine	1 \$ vaut	5,55 renminbis	Norvège	1 \$ vaut	5,20 couronnes
Grande-Bretagne	1 \$ vaut	0,55 livre	Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,44 dollar
Hong-Kong	1 \$ vaut	6,30 dollars	Russie	1 \$ vaut	27,23 roubles
Inde	1 \$ vaut	41,25 roupies	Suède	1 \$ vaut	6,61 couronnes
Israël	1 \$ vaut	3,31 nouveaux shekels	Suisse	1 \$ vaut	0,92 franc

Prises de profits après de fortes hausses

REVUE BOURSIÈRE

AGENCE FRANCE-PRESSE ET LA PRESSE CANADIENNE

NEW YORK — Les Bourses nord-américaines ont fini en nette baisse, hier, pénalisées par des prises de bénéfices qui se sont intensifiées en toute fin de séance.

À Wall Street, l'indice Dow Jones a lâché 115,25 points (-1,5%), à 7660,61 points, et le NASDAQ, à dominante technologique, 38,37 points (-2,5%), à 1517,40 points.

L'indice élargi Standard & Poor's 500 a quant à lui abandonné 2,03 % (16,67 points), à 806,25 points.

L'indice-vedette de Wall Street, après une incursion dans

le vert après la mi-séance, s'est enfoncé dans les toutes dernières minutes d'échanges.

« On a des prises des bénéfiques, mais le sentiment général n'est pas mauvais », estime Owen Fitzpatrick, de la Deutsche Bank, pour qui le repli aurait pu être plus marqué vu la progression du marché la veille.

Lundi, le Dow Jones avait bondi de 6,8 %, sa meilleure performance depuis la fin d'octobre, accueillant avec enthousiasme les modalités du plan du Trésor américain pour soulager les banques de leurs actifs toxiques.

« Le marché est très calme, comme chaque fois au lendemain d'un fort mouvement cette année, en hausse ou en baisse », a observé Mace Blicksilver, de Marblehead Asset Management. Le volume d'échanges est resté modeste.

La Bourse de Toronto a clôturé les transactions en baisse marquée, mais a tout de même conservé la majeure partie de l'énorme gain de 452 points réalisé la veille.

« Le marché est très calme, comme chaque fois au lendemain d'un fort mouvement cette année, en hausse ou en baisse. »

L'indice S&P/TSX a retraité de 109,12 points, à 8849,39 points, principalement en raison de pertes dans les secteurs de la finance et de l'énergie.

Le dollar canadien a glissé de 0,62 cent US, à 81,18 cents US.

Le secteur de la finance du parquet torontois a cédé 2 %, tandis que celui de l'énergie a rendu 2,7 %. Le cours du baril de pétrole brut a affiché un recul

pendant la plus grande partie de la journée, mais a finalement clôturé en hausse de 18 cents US à la Bourse des matières premières de New York, à 53,98 \$US.

L'action de Suncor Energy a

3,5 %, à 3,02 \$US, JP Morgan Chase 8,7 %, à 26,35 \$US, Bank of America 7,1 %, à 7,25 \$US, et Wells Fargo 10,3 %, à 15,55 \$US.

Le secteur technologique a été sous pression pour les mêmes raisons, notamment le fabricant de microprocesseurs Intel (-3,1 %, à 15,04 \$US) et l'éditeur de logiciels Microsoft (-2,2 %, à 17,92 \$US).

« Même si nous sommes encouragés par les mesures prises par la Fed (la Réserve fédérale américaine), le plan du Trésor pour les banques et les premières bonnes nouvelles concernant l'immobilier et l'économie, il va falloir affronter la saison des résultats du premier trimestre, qui commence dans trois semaines », estime Frederic Dickson, de DA Davidson.

ÉTATS-UNIS

Le Trésor aura du mal à obtenir une rallonge du Congrès

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, a reconnu hier qu'il serait « extraordinairement difficile » pour le gouvernement d'obtenir une rallonge du Congrès s'il y avait besoin de davantage de fonds publics pour stabiliser le système financier.

« Franchement, nous reconnaissons que ce sera extraordinairement difficile, pas seulement à la suite des événements des deux dernières semaines, mais des neuf derniers mois », a déclaré M. Geithner en réponse à un député qui lui demandait s'il faudrait dépenser encore plus pour sauver les banques.

« Je comprends parfaitement l'ampleur du doute des Américains » sur les mesures de sauvetage du système financier, notamment après le scandale des primes chez l'assureur AIG, a déclaré M. Geithner lors d'une audition devant la Commission des services financiers de la Chambre des représentants.

Néanmoins, a-t-il dit, « notre responsabilité est de faire des recommandations au Congrès sur ce qui est nécessaire pour permettre de remettre l'économie sur les rails ».

« Si cela nécessite des ressources supplémentaires, nous serons obligés de venir plaider devant vous en ce sens », a ajouté le ministre.

Depuis l'intensification de la crise, en septembre, les pou-

voirs publics américains ont dû engager des sommes colossales pour stabiliser leur système financier, notamment au moyen d'un plan de 700 milliards US particulièrement impopulaire auprès du Congrès et de l'opinion.

Foudres du public

Ces mesures ont encore déclenché les foudres de l'opinion publique et de nombre de parlementaires ces jours-ci après la révélation selon laquelle l'assureur AIG, renfloué à hauteur de 170 milliards US par l'État, a versé des primes pour 165 millions US à certains de ses cadres.

Le Trésor a alloué la quasi-totalité des 700 milliards US débloqués par le Congrès. Lundi, M. Geithner a dévoilé un programme destiné à utiliser une partie de ces fonds pour mobiliser avec l'aide du secteur privé jusqu'à 1000 milliards US pour racheter les actifs invendables qui encombrent les bilans des banques.

Dans son projet de budget présenté en février, la Maison-Blanche a inscrit une provision de 250 milliards US au cas où des fonds supplémentaires seraient nécessaires pour sauver les institutions financières.

Faisant allusion à cette provision, M. Geithner a déclaré devant la Commission: « Nous pourrions avoir besoin de demander des ressources supplémentaires », mais « nous n'en sommes pas encore là. »



PHOTO PABLO MARTINEZ MONSIVAIS, ASSOCIATED PRESS

« Je comprends parfaitement l'ampleur du doute des Américains » sur les mesures de sauvetage du système financier, notamment après le scandale des primes chez l'assureur AIG, a déclaré hier Timothy Geithner (à gauche) lors d'une audition devant la Commission des services financiers de la Chambre des représentants, en compagnie de Ben Bernanke, président de la Fed.

La Royale fera une émission d'actions privilégiées

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La Banque Royale a annoncé hier la signature d'une entente en vue d'émettre jusqu'à 400 millions de dollars d'actions privilégiées.

L'institution proposera 13 millions d'actions privilégiées au prix de 25 \$ l'unité afin d'amasser quelque 325 millions.

Ces actions procureront un rendement de 6,25 % par année jusqu'au 24 août 2014, date à laquelle la banque pourra les racheter. Dans le cas contraire, le taux de dividende sera rajusté tous les cinq ans à un taux dépassant de 4,42 % le rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans.

Les preneurs fermes, avec à leur tête RBC Marchés des capitaux, ont également obtenu une

option, pouvant être exercée en totalité ou en partie, visant l'achat d'un nombre additionnel maximum de trois millions d'actions privilégiées au même prix, pour une somme susceptible d'atteindre 75 millions.

La date de clôture prévue est le 1^{er} avril.

La Banque Royale entend utiliser les produits de cette émission pour ses besoins généraux.

Plusieurs émissions

— Les grandes banques du Canada ont recueilli des centaines de millions de dollars en émettant des actions privilégiées, ces derniers mois.

Ces émissions incluent celle de 325 millions de la Banque CIBC, devant procurer un rendement de 6,5 %, et celle de 375 millions de la Banque TD, à un rendement de 6,25 %.

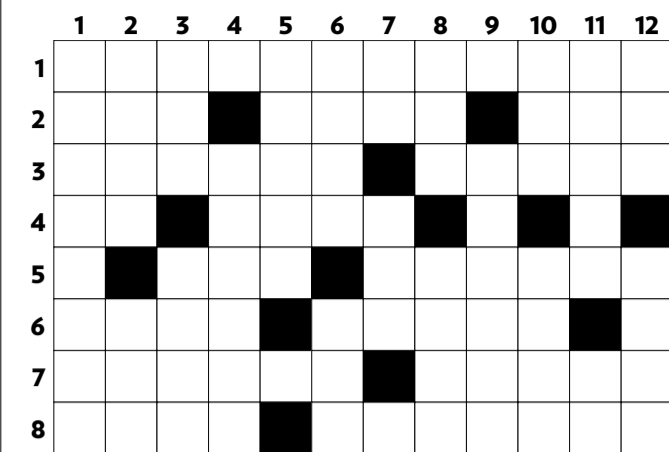
La Banque Scotia a quant à elle procédé à deux émissions totalisant 600 millions, à 6,25 %.

Avant l'annonce d'hier, la Banque Royale avait procédé à deux émissions d'actions totalisant 625 millions, à 6,25 %.

L'action ordinaire de la Banque Royale a retraité hier de 84 cents pour clôturer à 37,10 \$ à la Bourse de Toronto.

AMUSEZ-VOUS!

MOTS CROISÉS JUNIOR



HORIZONTALEMENT

- Cris de la poule qui appelle ses petits.
- Déterminant pluriel - Véhicule à moteur qui circule sur les routes - Constituant principal des êtres vivants.
- Temps futur - Unité de vitesse pour les navires.
- Pour désigner un objet - Permet de tenir une tasse.
- Changement dans le poil des animaux - Être soumis à une série d'oscillations.
- Parties terminales des tiges de blé - Détaché.

- Devant une fenêtre - Inflammation de l'oreille.
- Elle sert à couper le bois - Empêchés de partir.

VERTICALEMENT

- Champs de glace éternelle, formés par l'accumulation de la neige.
- Placé plus haut - Il donne des coups de bec sur les arbres.
- Fait avec audace - C'est l'heure du dîner.
- Haut-le-coeur.
- Qui est en bonne santé, n'est pas malade.

Du lundi au samedi
WWW.HANNEQUART.COM

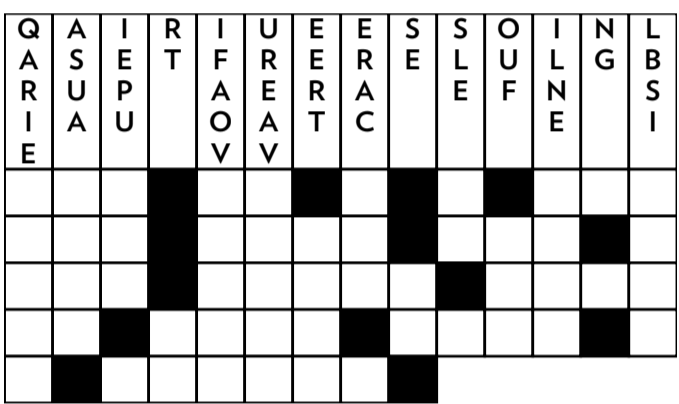
- Qui n'offrent aucun danger - Pas mous.
- Conjonction qui marque une liaison - Première femme, selon la Bible.
- À moi - Petit étendue de terre entourée d'eau.
- Cavité osseuse dans laquelle se trouve l'oeil.
- Venue au monde - Organe du corps humain qui filtre le sang.
- Elle creuse des galeries dans le sol - Participe passé du verbe taire.
- Point cardinal opposé au Nord - Il faut être très prudent lorsqu'on les traverse.

SOLUTION du dernier numéro



CITATION SECRÈTE

Placez les lettres de chaque colonne dans la case appropriée de manière à former une phrase complète. Les mots sont séparés par une case noire.



Thème : Proverbe espagnol

SOLUTION du dernier numéro

Le matin, c'est la jeunesse, rien qu'à respirer, ça nous rajeunit.



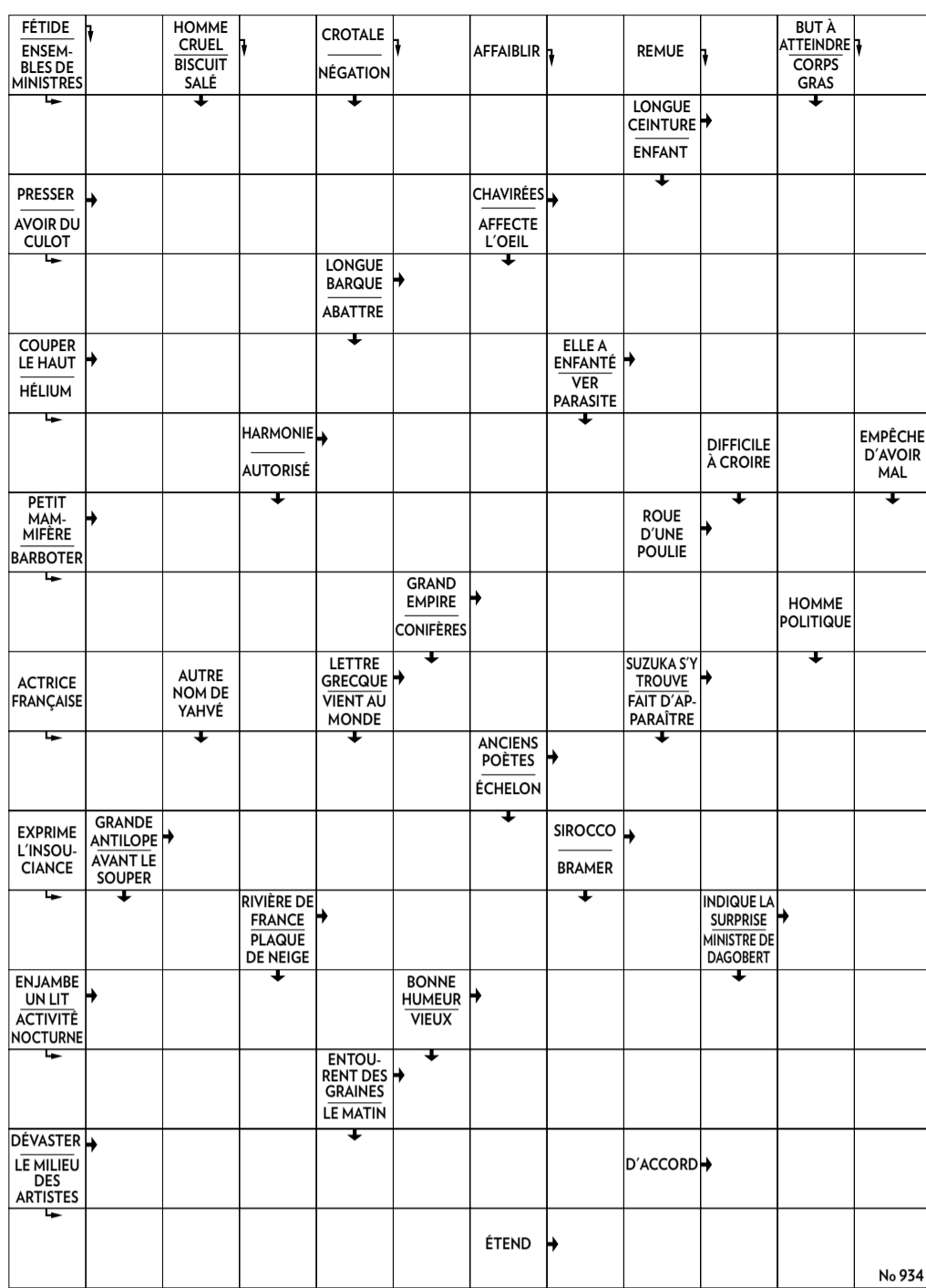
MOT MYSTÈRE

OISEAUX | Un mot de 10 lettres

- | | | | |
|-----------|-----------|---------|-------------|
| AGASSE | CRANE | GRUE | OISON |
| AIGLE | DUC | HOCCO | PIC |
| AQUATIQUE | ECHASSE | JOUE | RALE |
| ARGUS | ECLORE | LANIER | REMIGE |
| AUTRUCHON | EIDER | LIER | ROUGE |
| BARGE | EMEU | LORIOT | SIFFLER |
| BEC | ENVERGURE | MERGULE | SKUA |
| BISET | EPERVIER | MERLE | SYRINX |
| BRUANT | FILET | MOINEAU | TOUCAN |
| BUSE | FOU | NICHEE | TOURTERELLE |
| CALAO | FREUX | NICHOIR | TYRAN |
| CIRE | GESIER | OEIL | URUBU |
| COQ | GLUAU | OEUF | VOLER |
| COUCOU | GRIVE | OISEAU | |

SOLUTION du dernier numéro | PILOTAGE

MOTS FLÉCHÉS



No 934

MOTS FLÉCHÉS

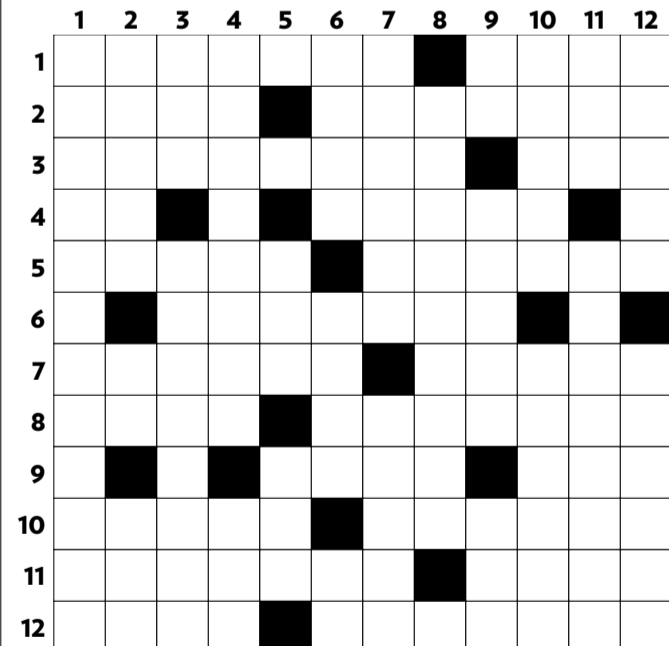
Solution du dernier numéro



WWW.HANNEQUART.COM

MOTS CROISÉS

Du lundi au dimanche
WWW.HANNEQUART.COM

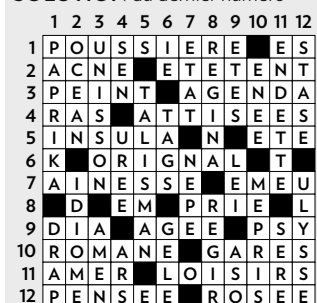


HORIZONTALEMENT

- Relatif au peuple autochtone d'Afrique du Nord - Patron.
- Fond d'un parc à huîtres - Pressante.
- Fondateur - Tromperie.
- Interjection qui exprime le rire - Reçoit des reproches.
- Vivaient au Pérou - Voiture hippomobile.
- Se dit d'une zone.
- Tramway - Sociale.
- Premières pages - Champignon.
- Signe du zodiaque - Montre sa joie.
- Il y a la Grande et la Petite - Accomplie.
- Aigles - Abjecte.
- Jupe - Décococtions.

- Pâles - Division d'une partie.
- Pronom - Se dit au ping-pong.
- Mouvement d'une foule - Oiseau bleu - Film célèbre.
- Profère des injures - Plein de champignons.
- Il fut découvert en 982 par Erik le Rouge.
- Béryllium - Bondé - Prénom féminin.
- Averse - Ancien alliage.
- Service de Laval - Attentionnée.
- Forêt amazonienne - Premiers repas.

SOLUTION du dernier numéro

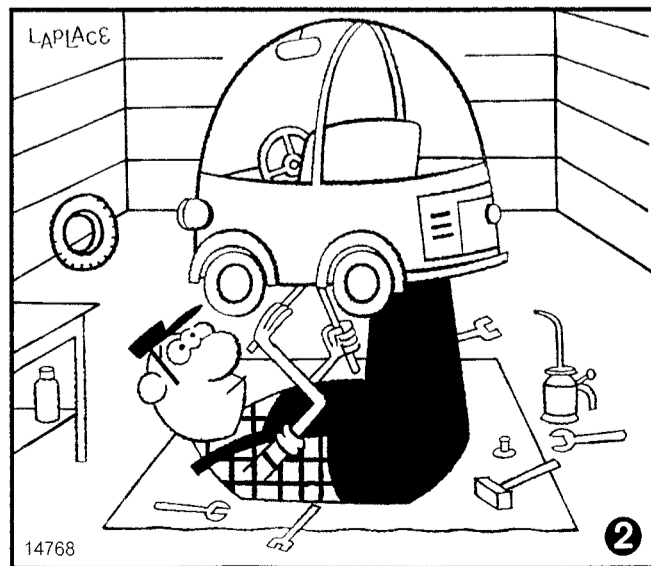
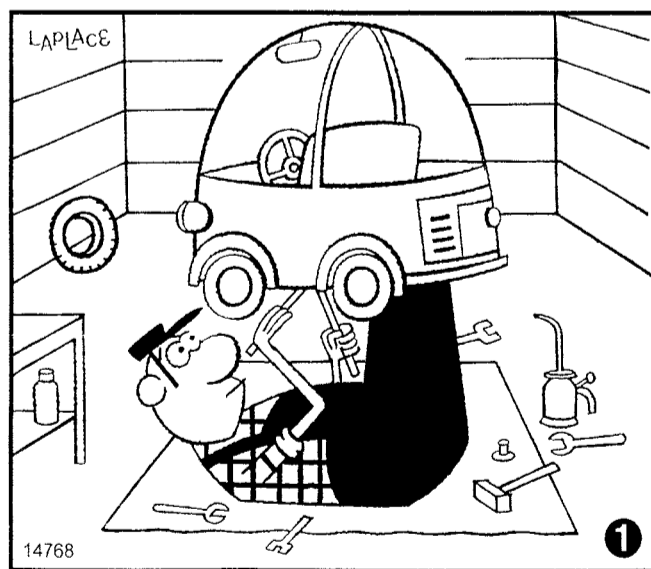


VERTICALEMENT

- Soldat de l'ancienne armée ottomane.
- Surface de projection - Article - Canton suisse.
- On y circule - Qui concerne la pensée.

ÊTES-VOUS OBSERVATEUR

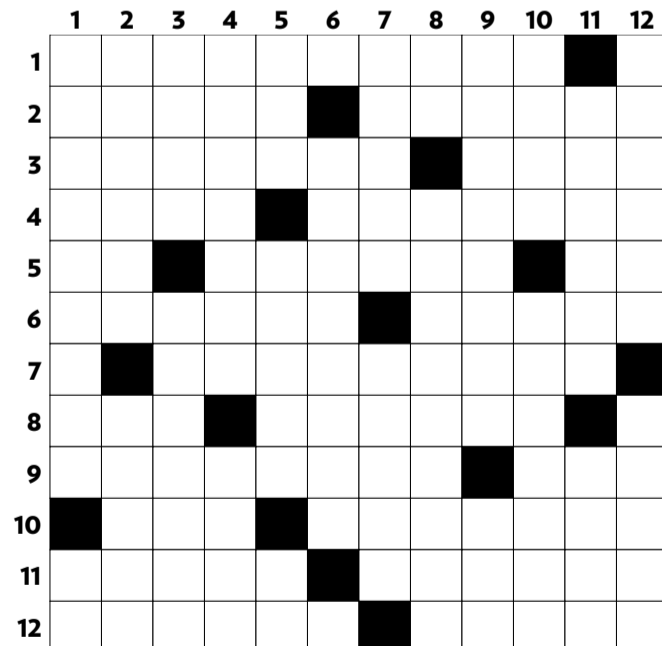
Ces deux dessins sont en apparence identiques. En réalité, il y a entre eux HUIT petites différences.



- Oreille gauche de l'homme indiquée.
- Position de son bras gauche.
- Bretelle du pantalon plus longue.
- Tableau de bord de la voiture.
- Un trou d'aération en moins sur le moteur arrière.
- Dessus de la table plus large.
- Cle du milieu plus longue.
- Dessus de la brette d'huile complète.

MOTS CROISÉS PLUS

Du lundi au vendredi
MICHEL HANNEQUART

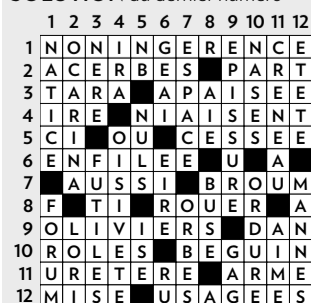


HORIZONTALEMENT

- Décès brutal.
- Gâteau - Ajuste.
- Aiment les plaisteries - Sorte de filtre.
- Mis à sec - Exercices scolaires.
- Actinium - Drôle de gymnastique! - Cube.
- Font tort - Partent du Venezuela.
- Polies.
- Semblable - Odeur de brûlé.
- Zones d'activité - Plus de cent.
- Pomme - Pas bien malin.
- Décapité - Ronger.
- On le voit dans l'arène - Glaives.

- Poissons - Repaire.
- Partie d'un canal - Lieu inquiétant - Conjugaison.
- Publications.
- Langage - Demande dominicale.
- Le même - Va au pied.
- Elles sont beurrées - Musique.
- Son fil est coupant - Crucifixion du Christ.
- Pas emballés - Projet.
- Épais - Division.

SOLUTION du dernier numéro



VERTICALEMENT

- Son taux n'est pas drôle - Union.
- Morphinique - Muse de la Poésie lyrique.
- Bramer - Bousiller.